

le Mirador



ORGANE D'INFORMATION ET DE LIAISON DES FORCES ARMÉES BÉNINOISES • N° 16 • 3^{ÈME} TRIMESTRE 2018



MANŒUVRE MILITAIRE « DASSA 2018 »

L'Armée de Terre aguerrie au combat en zone urbaine

ENTRETIEN AVEC LE LIEUTENANT-COLONEL HERMANN AVOCANH

« Il faudra réorganiser les Forces Aériennes »

RENFORCEMENT DE LA POSTURE DISSUASIVE DES FORCES NAVALES

La Base Navale de Sèmè enfin activée

MOBILITÉ DES UNITÉS

Le Gouvernement dote les Forces Armées de moyens roulants

SOMMAIRE

08



Les guetteurs sémaphoriques recyclent leurs connaissances

13



Les Groupements Blindés testent leurs capacités opérationnelles

14



Au-delà des mortiers et des mitrailleuses anti-aériennes

16



Encore de la sensation dans l'air !!!

18



Immersion dans les eaux du Service Plongée des FN

20



Les disciples de Saint-Gabriel se réapproprient le code Morse

37



CM12 : L'armée pérennise la cohésion des forces

41



Les Forces Aériennes appuient l'aviation civile

le **Mirador**

Dépôt légal N° 370/MISAT/DC/SCC du 05 avril 2001

ORGANE TRIMESTRIEL D'INFORMATION ET DE LIAISON DES FORCES ARMÉES BÉNINOISES
BP : 2493 - Tél. : 21 33 70 01/ 21 30 18 40

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Général de Brigade Laurent AMOUSSOU (Chef d'Etat-Major Général) • **RÉDACTEUR EN CHEF** : Colonel Fructueux GBAGUIDI (Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre) • **RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT** : CNE Silifatou BOUARI (Chef Bureau Presse et Relations Publiques/EMG) • **RÉDACTION** : CBA Lucien HOUNSOU, CEN ASSOUMA A. Raoufou, CNE ALI OROU S Abdel-Aziz, CNE AGBOE André, CNE Youri ALLADAYE, CNE Bossima Roger TCHARO, CNE Antoine S. DOSSOUHO, LVS Dominique ADANDE, LVS Christophe BLEKE, LVS Franck SAÏZONOU, LTN TOKO WOROU Moustapha, LTN GBAGUIDI Ahodofl Alain Luc, LTN Ernest HOUNDJO, LTN ASSOUMA Touaïbou, EV1 Bio Nikki GOUNOU, EV1 Gédéon GNIMAVO, EV1 Mouhammadou AMADOU, SLT DAKE Gloria, SLT GBEMANONZIN Espérat, SLT DABOGNAMI Douriga, SLT DIOP Mamadou, SLT AMOUSSOU Ghislain, SLT HOUNKPE Janvier, SLT SELLO Bertrand, SLT GNING Françoise, SCH TCHANKPEGA Borikayama, SGT DIDAGBE Guy, Caporal AGONGNON Eustache • **CRÉDIT PHOTOS** : EMG/FAB, Gazelle Prod • **COLLABORATION EXTÉRIEURE** : Jesdias LKPETE, Olivier TOGBE, Jacques KOUCHÉMIN • **MAQUETTE & MISE EN PAGE** : Azis
CONCEPTION ET RÉALISATION : HR & Associés **IMPRESSION** : HR & Associés **TIRAGE** : 5 000 exemplaires

L'attelage Armée-Nation prend corps



Général de Brigade Laurent AMOUSSOU

A seulement quelques jours du 1er août, voici tout un peuple plongé dans l'effervescence des festivités devant marquer la commémoration de l'accession de la République du Bénin, ex-Dahomey, à la souveraineté nationale et internationale. En de tels moments, empreints de gravité et de solennité, tous les enfants de ce pays, en chœur et à l'unisson, accordent leurs voix pour porter haut l'étendard national. Tant hier qu'aujourd'hui, l'armée, quant à elle, est prête à jouer pleinement sa partition. Au-delà de sa mission traditionnelle de défense de l'intégrité du territoire national, elle participe aux efforts de développement de la nation.

En effet, contrairement aux fausses assertions, l'armée est une entité à part entière du peuple souverain dont elle est issue. Depuis les premières heures de l'indépendance jusqu'à ce jour, elle a été de tous les combats décisifs de la République. Tantôt acteur de la vie politique, tantôt arbitre des jeux politiques, elle s'est finalement résolue, en toute responsabilité, à quitter le champ politique, à l'issue des assises de l'historique Conférence des forces vives de la nation en février 1990. Retournée dans les casernes, elle se consacre depuis lors à ses missions républicaines, devenant ainsi un artisan incontournable de la paix et du développement.

Cependant pour l'armée, le retour à la caserne n'acte pas un isolement, encore moins un retrait de la vie nationale. Bien au contraire, il témoigne de la prise d'une décision de portée historique qui vient sceller définitivement le pacte de développement entre la nation et son armée. Désormais, la « Grande muette » n'est plus cet épouvantail dont la seule évocation faisait hérissier les cheveux sur la tête. Ce visage terrifiant de l'armée est maintenant conjugué au passé. En symbiose avec le peuple duquel elle est issue, l'armée a dorénavant le regard tourné vers l'avenir.

Et pour rester en phase avec les aspirations du peuple, elle mène au quotidien des actions de développement. Sans tambour ni trompette, l'Armée contribue non seulement

au bien-être des populations mais elle accompagne également l'essor économique du pays. Avec ses structures techniques, citées parmi les plus compétentes de la sous-région, elle impacte positivement la vie des Béninois. A preuve, les hôpitaux d'instruction des armées, implantés à Cotonou et à Parakou, figurent parmi les meilleures formations sanitaires, et sont très prisées. D'ailleurs la compétence des médecins militaires béninois n'a d'égal que leur réputation. Ce n'est donc pas sans raison que les populations sollicitent des gouvernants, l'érection d'autres hôpitaux militaires. Les prouesses du Génie militaire s'inscrivent dans le même registre. Ce corps spécialisé de l'armée a longtemps fait ses preuves en construisant d'innombrables infrastructures à travers tout le pays. Dans le secteur des travaux publics, son nom est synonyme de perfection, tant la qualité de ses œuvres n'est plus à démontrer. Indéniablement la plus connue des composantes de l'armée, les sapeurs-pompier interviennent au quotidien pour sauver des vies humaines. Cheville ouvrière de la protection civile, les soldats du feu, au péril de leur propre vie, répondent à toutes les sollicitations des populations, et ce de jour comme de nuit. On ne compte plus le nombre de vies sauvées à leur actif.

En toute discrétion, toutes les autres composantes de l'armée apporte leur pierre à l'édification d'une nation prospère et stable. C'est ainsi qu'elles veillent sur les institutions de la République et sécurisent la quasi-totalité des sites stratégiques ou névralgiques du pays. Mieux, les différentes forces de l'armée organisent fréquemment des actions civilo-militaires à l'occasion des opérations de terrain. La dernière en date est le don d'une centaine de lave-mains aux écoles primaires publiques de la circonscription scolaire de Dassa. Ce geste généreux n'est ni plus ni moins la contribution de l'Armée de Terre dans la lutte pour l'éradication des maladies diarrhéiques en milieu scolaire. Maintenant c'est une évidence : l'attelage Armée-Nation a, lentement mais sûrement, pris corps.



Vue partielle des installations de la Base Navale de Sèmè-Podji désormais opérationnelle

RENFORCEMENT DE LA POSTURE DISSUASIVE DES FORCES NAVALES

La Base Navale de Sèmè enfin activée

Face aux défis de la sécurité et de la sûreté maritimes auxquels les pays du Golfe de Guinée sont confrontés, les Forces Navales jouent leur partition en renforçant la présence des unités opérationnelles maritimes le long de la côte béninoise.

LVS Claude SOGLO, LVS Marie-Ange KEITA

Conscient de l'importance stratégique de l'installation d'une base navale dans la commune de Sèmè-Podji en raison de sa proximité avec le Nigéria, les Forces Navales ont entrepris

les démarches nécessaires auprès des autorités de ladite commune pour la donation d'un domaine. C'est en juin 2015 qu'un domaine de deux hectares a été accordé par le conseil communal pour l'érection

de la Base Navale de Sèmè (BNS). Sans tarder, le Chef d'Etat-Major des Forces Navales (CEMFN) a décidé de procéder progressivement à son activation en attendant la validation du projet de construc-

tion. Cette décision est l'une des nombreuses mesures adoptées par le CEMFN pour répondre au regain d'actes de pirateries enregistrés dans les eaux béninoises au cours des mois de février et mars 2018.

A cet effet, sur instructions du Chef d'Etat-Major Général, des matériels ont été dotés au profit de la BNS par la Direction du Matériel des Armées. Il s'agit de deux tentes troupes, d'une remorque à eau et d'un groupe électrogène sur remorque. Les travaux ont donc été ordonnés par le CEMFN pour la viabilisation du site et le déploiement des matériels dotés. Entre autres, une plateforme a été construite pour l'installation de la tente, un forage a été réalisé pour l'alimentation en eau et un bloc sanitaire a été installé pour satisfaire les besoins élémentaires du personnel qui sera déployé. Aussi un véhicule Nissan Frontier et une moto ont-ils été mis à la disposition de la base pour la conduite des rondes, patrouilles et autres liaisons administratives.

Grâce aux efforts et la volonté du CEMFN, la BNS a été rendue viable pour accueillir le premier détachement de personnel. Cette équipe de précurseurs, en entendant la construction complète de la base et la mise à disposition de moyens flottants, pourra à travers sa présence et la collecte de renseignements, contribuer efficacement à la réduction des nids de brigands installés dans la zone et souvent suspectés d'être impliqués dans les divers actes répréhensibles dans nos eaux.

Il importe de signaler que la BNS sera in fine situé à l'intérieur du port minéralier de Sèmè qui est un projet phare du Programme d'Action du Gouvernement. Ce port une fois en service profitera sans nul doute de la présence de la BNS pour sécuriser ses installations, les différentes approches maritimes et les zones de mouillage.

DOTATION D'EFFETS MILITAIRES D'HABILLEMENT

La troupe décerne un satisfécit au Haut Commandement Militaire

La Rédaction

Depuis 2014, il n'y a pas de rapports sur le moral de la troupe ni de rencontres avec le Haut Commandement Militaire qui ne soient émaillés de mécontentement ou de récriminations sur le mauvais habillement des militaires.

En effet, les militaires ont longuement vécu l'usure d'une tenue treillis reçue en dotation depuis de nombreuses années et utilisée au quotidien à toutes les fins : servitudes, instruction, manœuvres, diverses missions et parfois les honneurs. La même tenue ! Il y avait de quoi crier au secours. La fierté de porter la tenue s'est émoussée. Le moral en a été sapé. La réputation de l'armée en a reçu un coup. Mais l'image du militaire mal fagoté, aux chaussures sans semelle, à l'uniforme délavé et à la coiffe trouée est désormais mise aux oubliettes. Le Haut Commandement Militaire vient d'apporter la solution à la grande satisfaction des personnels des Forces Armées en général et de l'Armée de Terre en particulier.

Un dicton enseigné dans toutes les écoles d'administration militaire enseigne « qu'un soldat qui mange bien, qui a sa solde à temps et qui est bien habillé se donne au-delà de ce qu'on peut en attendre ». Dans la semaine du 09 au 13 juillet 2018, la Direction du Service de l'Intendance des Armées (DSIA) a mis à la disposition de l'Armée de Terre un important lot de matériels d'habillement.

Il s'agit, entre autres, de tenues treillis camouflées, brodequins de marche à jambières attenantes (rangers), de bérets, de ceintures, de maillots de corps, de mi-bas, avec une injonction du Directeur, celle de les distribuer à tous les personnels, quelle que soit leur position sur le territoire national, avant le 1er Août. De quoi doper le moral de la troupe. Les personnels du Service du Commissariat de l'Armée de Terre, rompus à la tâche, ont mis en branle le dispositif logistique pour procéder à cette distribution aux vingt-cinq unités où sont affectés les militaires de l'Armée de Terre. Le professionnalisme, le don de soi, la méthode, l'abnégation et une parfaite cohésion mais aussi la promptitude des corps ont aidé à tenir le pari.

Les militaires des Forces Armées Béninoises peuvent se frotter les mains et se réjouir. Les rapports sur le moral de la troupe le relayent à coup sûr.

Les personnels de l'Armée de Terre ne peuvent que saluer cette initiative du Haut Commandement Militaire mais aussi la célérité des professionnels du Service du Commissariat de l'Armée de Terre (CRIAT). Pourvu que le renouvellement de cette dotation soit prévu à court ou moyen terme pour ne pas retomber dans l'ancienne situation.

Le Gouvernement dote les Forces Armées de moyens roulants

Dans le cadre du renforcement des capacités opérationnelles des Forces de défense et de sécurité, le Gouvernement a, au cours du deuxième trimestre, mis à la disposition des Forces Armées Béninoises une cinquantaine de camionnettes de marque KIA KM 450.

La Rédaction

L'insuffisance de moyens roulants dans les unités des forces armées préoccupe le Chef suprême des armées, le Président Patrice TALON. A travers le Ministère de la Défense Nationale, il a engagé son gouvernement à opérer une série de réformes devant aboutir à une meilleure dotation des Forces Armées Béninoises (FAB) et de ses composantes en matériels roulants. C'est ainsi que le ministère de tutelle a acquis au profit des FAB une cinquantaine de camionnettes de marque et type KIA KM 450. Cet important lot de matériels roulants a été récemment remis entre les mains du Haut Commandement Militaire pour être déployés sur le terrain. Mais avant la répartition dans les différentes composantes des FAB, une inspection technique du matériel a été faite. Dans la même optique, des directives relatives à la conduite de ces camionnettes ont été rédigées et divulguées, au cours d'une formation, aux conducteurs venus de chaque unité bénéficiaire.

Selon les autorités militaires, la réception de ces moyens roulants augmentera considérablement la mobilité tactique de chaque unité bénéficiaire dans l'accomplissement de ses missions et opérations. D'ailleurs le Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre avait pris l'initiative d'engager les camionnettes KIA KM450 dans l'exercice Dassa 2018 afin de les éprouver. De l'avis des spécialistes et des évaluateurs, la qualité et la robustesse des vé-



hicules, à l'issue de l'exercice, ne souffrent d'aucune contestation. Selon des sources gouvernementales, les efforts dans l'équipement des FAB devraient se poursuivre. Il est donc attendu dans les tout pro-

chains jours d'autres acquisitions au profit des Forces de défense et de sécurité. C'est un gage de la proactivité des unités dans l'élimination des menaces actuelles.

Quid du KIA KM450 ?

Le KIA KM450 est une camionnette militaire polyvalente 4 x 4 légère. Ce véhicule militaire utilitaire provient de la Corée du Sud et est exporté vers plusieurs pays du monde. Robuste et fiable, cette version moderne regorge de nouvelles fonctions qui comprennent un moteur et un groupe motopropulseur de grande puissance, et une nouvelle conception ergonomique qui permet la commodité et la sécurité du fonctionnement des appareils et des instruments. Le KIA KM-450 est essentiellement utilisé pour le transport de petites unités de troupes d'infanterie. Ce qui leur permet de se déplacer plus rapidement vers les secteurs critiques du champ de bataille, d'où une meilleure réponse aux mouvements ennemis, ainsi que la capacité de déjouer l'ennemi. De même, il peut également être utilisé pour l'assistance humanitaire et les opérations de secours aux sinistrés par les militaires.

62 officiers reçoivent leur parchemin

Le 20 juillet 2018 s'est déroulée dans l'enceinte de l'Ecole Nationale des Officiers de Tofo la cérémonie de sortie des 62 officiers issus de la 13ème promotion du Cours de Formation Initiale d'Officiers (CFIO 13) et de la 9ème promotion du Cours de Formation des Officiers Spécialistes (CFOS 9) en présence du Ministre en charge de la Défense Nationale et des autorités militaires.

SLT DAKE Gloria, SLT GBEMANONZIN Espérat

Les 62 officiers de la promotion Général Félicien DOS SANTOS, composée de 54 Officiers d'Active et 08 Officiers Spécialistes dont 15 personnels féminins et 08 issus des pays frères et amis à savoir le Congo, le Niger, le Sénégal et le Togo ont reçu le 20 juillet 2018 à la place d'arme de l'ENO, leur lingot d'or des mains des officiers supérieurs présents à la cérémonie. Avec un taux de réussite de 100% pour les officiers d'active et 88,88% pour les officiers spécialistes, ces

jeunes officiers nouvellement promus viennent ainsi de marquer un terme à deux années de formation à l'école. Ils sont désormais aptes à braver les épreuves de la vie d'officier dans les unités. Au cours de la même cérémonie, leurs cadets du 14ème Cours de Formation Initiale d'Officiers (CFIO14) ont reçu un nom de promotion, celui du LCL Mohamadou Saliou BADAROU par le Ministre délégué auprès du Président de la République chargé de la Défense Nationale. Pilote assermenté d'hélicoptère et officier de

sécurité aérienne décédé en mission commandée le 10 août 2001, le LCL Mohamadou Saliou BADA-ROU a tellement donné aux Forces Armées Béninoises que sa mémoire se doit d'être honorée. C'est donc à juste titre que la 14ème promotion du CFIO porte son nom. La cérémonie du 20 juillet s'est achevée par le port de galon d'Elève Officier de 2ème année à la promotion nouvellement baptisée par leurs aînés de la promotion Général Félicien DOS SANTOS à la Place de l'Elève Officier.

FORMATION DE PRE-DEPLOIEMENT

Les officiers et observateurs militaires n'ont pas dérogé à la règle

LTN TECOTAN Félix

Faire du Centre de Formation à l'Opération de Maintien de la Paix de Cana (CFOMP-C) un centre d'excellence de formation aux opérations de maintien de la paix se confirme davantage. Du 23 avril au 04 mai 2018, 16 officiers d'état-major et observateurs militaires ont pris part à une formation de redéploiement au CFOMP-C. Cette formation qui vise à une mise en condition opérationnelle des stagiaires, a été à coup sûr bénéfique pour les participants, quand on considère les modules qui leur ont été enseignés : connaissance sur les Opérations de Maintien de la Paix, Anglais opérationnel, Informatique, Conduite véhicule 4x4, Tirs au Pistolet automatique et à l'arme légères AK.

A l'instar des contingents formés pour les missions de l'ONU, les officiers ont passé avec succès, malgré le poids de l'âge, le Test Cooper, test d'aptitude physique préalable à toute formation de pré déploiement. Ils ont ainsi confirmé l'adage «quelle que soit la vieillesse du loup, il ne peut jamais rater un mouton».

Le cours d'anglais a été initié pour permettre aux officiers d'état-major et observateurs militaires de se conformer à l'environnement linguistique des missions onusiennes. Aussi a-t-il permis aux apprenants d'avoir le goût et l'envie de s'approprier des documents dont la plupart sont en anglais. Avec le module Informatique, il était question de recycler les stagiaires entre autres

sur les programmes Power Point et Word. Le module Conduite véhicule 4x4 quant à lui, a permis d'instruire les stagiaires sur les normes de conduite des véhicules onusiens. La séance de tirs au Pistolet automatique et à l'arme légère AK avait pour objectif de recycler les participants sur les Positions Fondamentales de Tir (PFT), les règles sur le tir ainsi que les notions de tireur. Nous espérons vivement que cette première promotion d'officiers d'état-major et observateurs militaires sauront monnayer sur les théâtres onusiens les compétences techniques et intellectuelles qu'ils ont acquis au Centre de Formation à l'Opération de Maintien de la Paix de Cana.

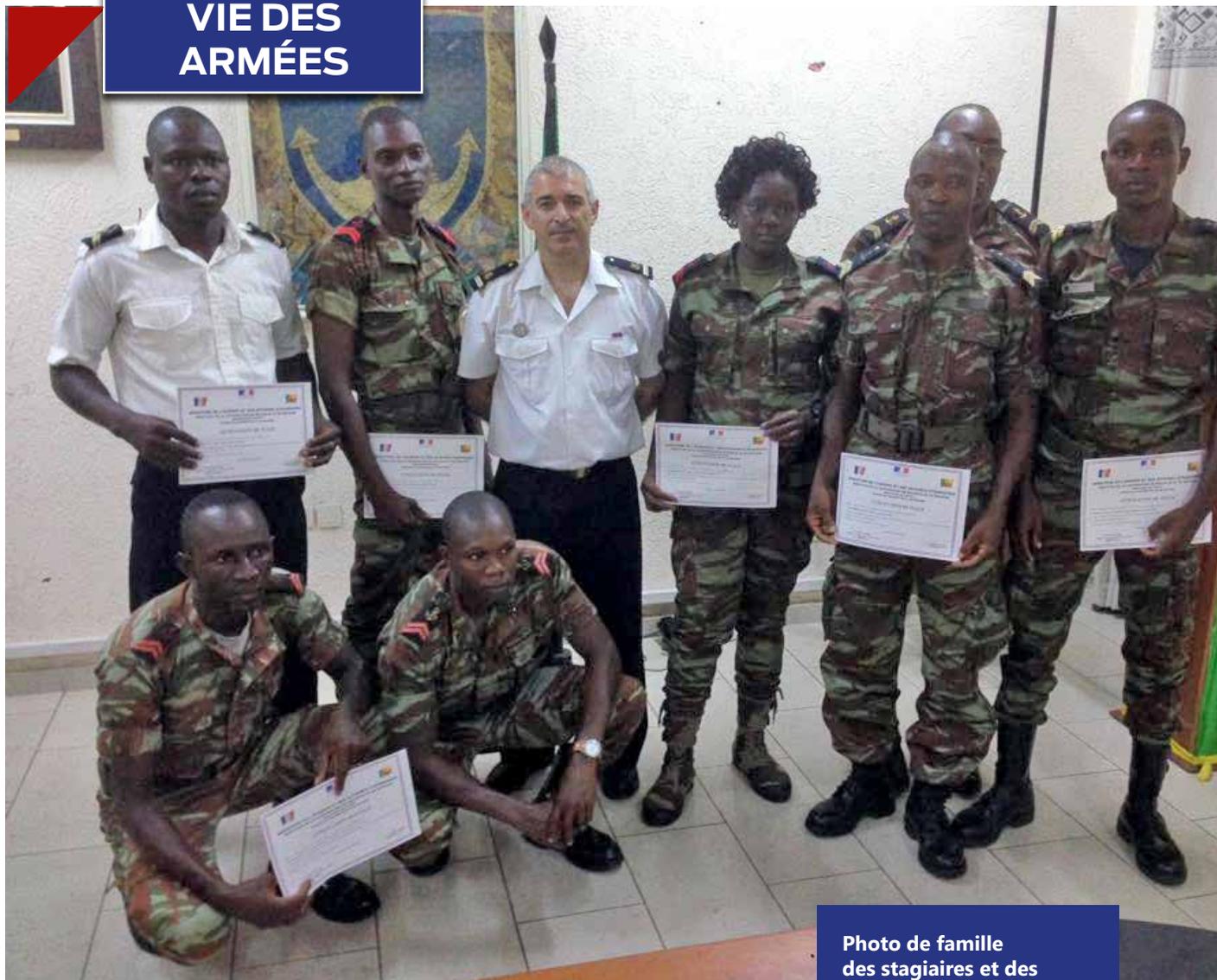


Photo de famille
des stagiaires et des
encadreurs à la fin de la
formation de recyclage

STAGE DES PERSONNELS DES FORCES NAVALES

Les guetteurs sémaphoriques recyclent leurs connaissances

Une formation de recyclage a été organisée du 04 au 29 juin 2018 au Centre d'Instruction Naval au profit de certains personnels spécialistes guetteurs sémaphoriques. Programmée depuis 2016, elle a pour objectif principal de développer les capacités de veille, de surveillance, de détection et d'analyse des personnels spécialistes exerçant au niveau des sémaphores et des centres d'opérations maritimes.

LVS Franck SAÏZONOU

La lutte contre l'insécurité maritime dans le Golfe de Guinée est devenue depuis quelques années un défi majeur aussi bien pour la com-

munauté internationale que pour les pays concernés. C'est fort de cela que la République du Bénin a initié plusieurs actions et mis en place des mesures pour relever ce

défi. Elle est soutenue dans ces actions par la France qui a été de tous temps un partenaire privilégié. Ainsi, les Forces Navales bénéficient du renforcement des capacités et de



l'expertise technique de la coopération française dans plusieurs domaines. L'un d'entre eux est celui de la formation qui est essentielle afin d'avoir des ressources humaines compétentes et à même de remplir les différentes missions qui leur sont confiées.

En effet, grâce à ses moyens de détection et de communication (radars, cartes électroniques, sea-vision, jumelles, etc.), le spécialiste guetteur, affecté à terre, a pour rôle de surveiller, de contrôler le trafic maritime aux abords des côtes en identifiant les navires et en s'assurant qu'ils respectent les règles du droit de la mer. Il rend compte à la hiérarchie de tout comportement suspect de navires et coordonne les moyens d'assistance ou d'intervention en cas d'événements en mer. Il est donc un maillon indispensable dans l'action de l'Etat en mer.

Sous la supervision du Major David JEANNE de la Marine Nationale française, les personnels ayant suivi cette formation ont reçu des cours d'anglais, principal outil de communication dans le domaine maritime. Ils ont également bénéficié de cours théoriques et pratiques sur le balisage en mer, les techniques du navire, la sauvegarde de la vie humaine, la lecture des cartes marines, la manipulation du matériel de navigation et communication. A l'issue de la formation, une remise d'attestation s'est déroulée en présence de l'Attaché de défense de l'ambassade de la France près le Bénin. Ce stage de recyclage épouse totalement les vœux de l'ancien secrétaire des Nations Unies Kofi Annan qui déclarait que : « la seule voie qui offre quelque espoir d'un avenir meilleur pour toute l'humanité est celle de la coopération et du partenariat ».

ENTRAINEMENT DU PERSONNEL

Le 1^{er} BCP s'entraîne au Karaté

Dans le souci permanent d'améliorer le niveau d'opérationnalité de son personnel, le 1er Bataillon des Commandos Parachutistes (BCP) intègre le karaté à son entraînement.

CAL AGONGNON Eustache

Etre apte à répondre efficacement partout où besoin sera, c'est l'une des motivations qui a conduit le commandant le 1er Bataillon des Commandos Parachutistes (BCP) à intégrer une nouvelle discipline à l'entraînement de son personnel. En effet, le Chef de Bataillon SOUNOUVOU Yédénou Charles a sollicité et obtenu de Claude AVIANSOU alias Yavoul (maître international de karaté, ceinture noire 6ème dan, vice-président de la Fédération béninoise de karaté et instructeur international de karaté et de self-defense) l'accord d'initier les éléments du Camp Ouassa. Ainsi une fois par semaine, le personnel du 1er BCP se consacre à l'art du karaté. Pour ce faire, pieds nus et manches retroussées, les hommes se tiennent prêts à recevoir l'enseignement du maître. Les séances intenses et captivantes dispensées se composent de coups de pied, coups

de poing, blocages, déplacements et bien d'autres techniques et mouvements que le maître Yavoul exécute et fait exécuter dans la discipline et la bonne humeur.

L'apprentissage du karaté se combine donc aux autres disciplines martiales exclusivement militaires, notamment les Techniques d'Interventions Opérationnelles Rapprochées (TIOR), auxquelles s'adonnent déjà le personnel du bataillon. Chaque fin de séance se caractérise par l'expression de la satisfaction de la troupe qui se réjouit de la nouvelle initiative du commandement et qui languit dans l'attente de la prochaine séance. Le maître, quant à lui, a souligné à plusieurs reprises, la facilité avec laquelle se déroule les cours en raison de la discipline des élèves et de leurs prérequis en matière d'art martial.

Les apprenants soumis à d'intenses séances d'entraînement aux techniques de karaté



Les personnels initiés aux TIOR

Le contexte géopolitique et juridique des opérations menées par les armées en général et les Forces Armées Béninoises en particulier, exige des militaires à se montrer beaucoup plus professionnels sur le terrain. Dans ce cadre, la pratique des techniques d'interventions opérationnelles rapprochées (TIOR) dans les armées n'est plus optionnelle mais devient une obligation. C'est ce qui explique l'initiation aux TIOR organisée du 19 février au 30 mars 2018 au profit du personnel de la Garde Républicaine.

La Rédaction

Les TIOR peuvent être définies comme l'ensemble des techniques permettant d'utiliser dans un rayon de dix mètres, toute la panoplie des moyens en vue d'interpeler, de maîtriser ou d'éliminer un ou plusieurs adversaires, tout en adaptant instantanément l'intensité de l'action au niveau d'agressivité et de violence dont font preuve ces derniers. Sous la supervision du Bureau Instructions et Opérations de la Garde Républicaine, cette formation a été conduite par une équipe de cinq moniteurs qualifiés à savoir le lieutenant TOKO WORO Boni Moustapha, le sergent-chef KORA, le sergent YEGANGBE-DE Marcelin, le sergent AMOUZOU Cosme et le brigadier-chef AMOUZOU Yao. Au cours de cette activité, deux objectifs principaux ont été visés et atteints. Le premier, a été d'enseigner aux apprenants, les contextes juridiques d'intervention permettant une prise de conscience des responsabilités liées à l'utilisation des techniques de défense et au respect des règles de sécurité. Ainsi, la maîtrise du cadre d'emploi de la légitime défense, du processus de la riposte graduée et des sanctions civiles et pénales pouvant être encourues ont été abordés durant toute la formation. Le second objectif a été de faire acquérir aux stagiaires, une connaissance suffisante de la pratique des TIOR afin de pouvoir restituer de manière efficace, en situation opérationnelle, les techniques enseignées et de maîtriser à titre individuel la bonne gestuelle. A la fin de cette formation, les par-



participants se verront développer en eux la maîtrise de soi, et la bonne coordination face à tout type de situations opérationnelles. Les stagiaires étaient répartis en deux vagues et la formation proprement dite s'est déroulée en deux modules.

Le premier module a consisté en une phase théorique et une phase pratique. La phase théorique a permis de rappeler le cadre juridique de l'emploi des forces, les points clé sur la légitime défense et le processus de la riposte graduée. La phase pratique a permis aux stagiaires d'apprendre les techniques de base pour délivrer des coups efficaces à main nues, se défendre sur une saisie ou une ceinture, bloquer des coups adverses et reprendre l'initiative quelle que soit la posture dans laquelle le combattant se trouve. Quant au second module, constitué uniquement d'une phase pratique, il s'est focalisé sur le côté opérationnel. En effet, c'est dans cette partie que les stagiaires ont appris les techniques de mise au

sol par clé, les techniques de frappe et de défense avec arme longue, le contrôle et la fouille de personnels hostiles et le contrôle de véhicule en triangulation par un binôme ou un trinôme. Ce module a mis fin à l'apprentissage des techniques.

A l'issue des deux modules, qui ont couvert en tout 32 heures d'entraînement, les apprenants ont été soumis à un exercice de synthèse. Cet exercice a permis aux moniteurs de s'assurer que les stagiaires se sont appropriés les techniques enseignées, tant individuelles que collectives. Grâce au coaching des moniteurs, les militaires se sont aguerris et ont développé la maîtrise des fondamentaux du combat. Ainsi, ils seront désormais en mesure de s'adapter et de prendre une décision rationnelle face aux différentes situations auxquelles ils pourraient être confrontés. Cette période bloquée n'est que la première d'une longue série dont l'aboutissement est le renforcement des capacités opérationnelles de la Garde Républicaine.

La 911^{ème} batterie du 1^{er} BAM affûte ses armes

Dans le cadre de l'exécution de la directive de préparation opérationnelle du Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre (CEMAT) au titre de 2018, le Commandant le 1er Bataillon d'Artillerie Mixte (1er BAM), sis à Cana dans le département du Zou, a organisé une manœuvre militaire dénommée « Djidja 2018-01 ».

CNE Bossima Roger TCHARO



Prévue pour le 1er trimestre, la manœuvre Djidja 2018-01 a finalement eu lieu les 25 et 26 mai 2018. La mission de l'artillerie a consisté à appuyer un Bataillon Interarmes (BIA) menant une reconnaissance offensive entre Agondji et Dan, suivie d'une interdiction de frontière fictive (Agbannatè-Kpak-pamé-Sodohomè) entre les Etats virtuels de Covè et d'Abomey qui se disputent la zone pétrolifère de Dan. L'artillerie a alors détaché auprès de ce BIA, un Détachement de Liaison et d'Observation (DLO) et deux Equipes d'Observation (EO) pour effectuer les missions de liaison, du renseignement et d'acquisition d'objectifs adverses.

En prélude à cette activité opérationnelle, le Chef d'Escadron Aboudou Raoufou ASSOUMA, Commandant le 1er BAM et directeur de l'exercice a donné un briefing général du déroulement

de la manœuvre le jeudi 24 mai 2018. Au cours de cet exercice, il a été appuyé par le Chef d'Escadron Louis CAKPO, Commandant en second le 1er BAM, jouant le rôle du Commandant le BIA appuyé.

La journée du vendredi 25 mai 2018 a été consacrée dans un premier temps à la présentation de l'exercice au Chef d'Escadron Yaovi Edgard Constant AÏHOU, superviseur dudit exercice en mission à Cana pour le compte de l'Armée de Terre.

Après cette présentation suivie de l'ordre d'opération du Commandant la 911^{ème} batterie sol-sol ainsi que des ordres d'opération des différents chefs d'équipes, la colonne de véhicules engagés dans cet exercice, s'est ébranlée en direction de la zone d'opération. C'est alors que durant sa progression, vers 22h00, il lui a été signalé, à hauteur du village Assanlin, des mouvements de chars ennemis né-

cessitant de fait une intervention de l'artillerie. Afin de neutraliser l'ennemi, le détachement a procédé à une « mise en batterie inopinée de nuit » - mise en place des pièces de mortiers de 120mm pour être en mesure d'appuyer par le feu, les troupes du BIA - suite à laquelle la progression a repris sans incident majeur jusqu'à Dan, base de la Batterie pour la mission d'interdiction de la frontière prévue le lendemain. Après l'installation du bivouac et la prise du petit-déjeuner, les activités se sont poursuivies à partir de 07h00 avec l'exécution des missions de reconnaissance des positions de tirs et de fléchage d'itinéraires confiées à l'Equipe de Reconnaissance et de Topographie (ERT). Durant le reste de la journée, la batterie d'artillerie et ses équipes techniques (deux équipes de liaison et d'observation, une équipe de reconnaissance et de topographie, une équipe de préparation de tir), se sont attelées à déterminer les positions idéales des pièces et les positions de rechange; à mettre en place les tirs et à faire les corrections nécessaires afin de neutraliser et détruire les objectifs ennemis. Dans le but de renforcer la réactivité des hommes, des attaques de positions ont été organisées afin d'affûter leurs réflexes en ce qui concerne la sauvegarde de la Batterie. Cette manœuvre éprouvante s'est achevée par deux débriefings: celui conduit par le superviseur à partir de 18h30 à Dan, suivi plus tard de celui du Chef d'Escadron, directeur de l'exercice.

ENRACINEMENT DE LA DÉMOCRATIE AU BÉNIN ET DANS LA SOUS-RÉGION

Les élèves officiers s'imprègnent du rôle des armées

« Culture militaire et culture de la paix en démocratie », c'est le thème du séminaire organisé par la Fondation Konrad Adenauer en partenariat avec l'École Nationale des Officiers du 08 au 09 mai 2018. Objectif : sensibiliser les participants sur la compatibilité d'une culture militaire avec la culture de la paix d'une part et offrir un cadre d'échanges entre les officiers, élèves-officiers, diplomates et experts sur les défis liés aux rôles des forces armées dans le processus de consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit en Afrique subsaharienne.

SLT DABOGNAMI Douriga, SLT DIOP Mamadou



Vue partielle des participants au séminaire sur le rôle des Armées dans une démocratie

Le thème portant sur « La paix comme capital dans la culture militaire béninoise » a été exposé par le Commandant de l'École Nationale des Officiers, le Chef d'Escadron Y. E. Constant AIHOU. La culture militaire béninoise, selon l'orateur, est basée fondamentalement sur la paix qui représente un héritage politique, social et national.

Sur le thème « la diplomatie de défense : l'armée comme instrument de politique étrangère », le Docteur Cosme AROUNA, dernier communicateur de la première journée, a insisté sur la nécessité pour le Bénin de se doter d'un plan pour la diplomatie de défense.

La deuxième et dernière journée du séminaire a débuté par la communication du Docteur Gilles BADET, Secrétaire Général de la Cour Constitutionnelle qui a entretenu son auditoire sur les institutions de la démocratie et de l'Etat de droit.

Les expériences du Général de division à la retraite HESSOU Tissou Félix ont constitué pour les participants à ce séminaire, l'apothéose de ces deux jours de communication. L'assistance a eu l'honneur de bénéficier du partage des expériences du Général à travers le thème « éthique, déontologie militaire et protection des droits de l'homme ». De cette communication, il ressort que l'armée se doit d'être au service de la démocratie en ce sens qu'elle doit penser la guerre et préserver la paix et que l'officier est le dernier rempart pour la démocratie dans un Etat de droit.

Dans sa communication introductive, le Prof. Victor TOPANOU, enseignant de Sciences politiques des universités, a souligné que l'idée consistant à opposer les militaires aux diplomates, les premiers étant les guerriers tandis que les autres seraient artisans de la paix, est erronée. Pour étayer sa pensée, il a cité des exemples de militaires, dans l'histoire ancienne et contemporaine, dont le rôle diplomatique a été impressionnant.

A sa suite, le Père Colbert GOU-DJINOU, Docteur en éthique sociale et doctrine sociale de l'église et Directeur de l'Institut des artisans de justice et de paix au chant d'oiseau à Cotonou, a retenu l'attention de l'auditoire afin de passer son message sur le thème : penser la guerre et construire la paix par la démocratie. Pour lui, cultiver la paix par la démocratie revient à limiter les inégalités sociales grâce à la promotion du respect des droits de l'Homme et du développement.



Séance de briefing pendant l'exercice Dan qui a jumelé une sortie tactique avec une campagne de tirs

SORTIE TACTIQUE ET CAMPAGNE DE TIRS

Les Groupements Blindés testent leurs capacités opérationnelles

Dénommée « Exercice Dan », une sortie tactique jumelée avec une campagne de tirs a regroupé les personnels du 1^{er} et 2^{ème} Groupement Blindé fin juin 2018. Elle fait suite à « Dassa 2018 », une manœuvre exécutée quelques jours plus tôt par l'Etat-Major de l'Armée de Terre.

CNE Antoine S. DOSSOUHO

Durant quatre jours, les disciples de Saint Georges se sont exercés à une sortie tactique doublée d'une campagne de tirs (armes légères d'infanterie et tirs sous tourelle). Démarré le 29 juin 2018, cet exercice a permis aux 1^{er} et 2^{ème} Groupement Blindé d'évaluer le niveau d'instruction des troupes d'une part et de leurs capacités opérationnelles d'autre part. Le déroulé du scénario de l'opération consiste à rechercher des éléments appartenant aux groupes armés terroristes de l'Etat Rouge qui ont envahi l'Etat Bleu. La mise en œuvre de la trame a conduit les cavaliers à affronter les réalités d'une attaque djihadiste, une menace qui

a touché récemment certains pays de la sous-région.

Une journée consacrée aux « *Mission Brief* » et « *Back Brief* » a précédé le mouvement de la troupe sur le terrain. En résumé, la sortie tactique s'est déroulée sur l'axe Paouignan-Banamè-Covè. Au cours de l'opération, les cadres d'ordre et les différentes missions de sûreté, offensives et défensives, ont été exécutés. L'accomplissement de ces tâches a confirmé la bonne préparation de la manœuvre. La preuve, le Chef d'Escadron BIO YIRO Gildas, l'évaluateur dépêché par l'Armée de Terre, a observé et apprécié une nette amélioration du niveau d'instruction des personnels.

Après une nuit de remise en condition, en vue du renforcement de capacité au tir des deux Groupements, la campagne de tirs (armes légères d'infanterie et tirs sous tourelle) a été lancée. Elle a été réalisée avec des tirs sous tourelle des engins blindés ELAND de fabrication sud-africaine munis d'obus explosifs. Ce tir propre à l'Arme Blindée et Cavalerie s'est effectué sans incident. Ceci a permis de passer aux armes légères d'infanterie tels que l'AKM et le RPD.

A l'issue des quatre jours de sortie, le retour au calme à la caserne s'est effectué sans incident majeur à la grande satisfaction de tous.



Des artilleurs à l'œuvre au cours d'une séance d'instruction sur le tir au combat

ARTILLERIE BÉNINOISE

Au-delà des mortiers et des mitrailleuses anti-aériennes

Du 16 au 18 juillet 2018, des séances d'Instruction sur le Tir au Combat (IST-C) ont été organisées au 1er Bataillon d'Artillerie Mixte (1er BAM) au profit des personnels. L'objectif de cet exercice est double : faire face efficacement aux nouvelles formes de menaces qui font de plus en plus appel au combat de localité d'une part et apprécier le niveau de préparation des hommes aux différents stages d'autre part.

LTN ASSOUMA Touaïbou

A l'instar des autres armes, l'artillerie est une arme à part entière. Peu connue, elle apporte pourtant aux unités de la mêlée l'appui feu

nécessaire pour conquérir la supériorité des feux. Ainsi depuis des lustres, les unités d'artillerie béninoises participent activement

aux différentes missions dans lesquelles est engagée l'Armée de Terre. A preuve, elles prennent part aux manœuvres militaires qu'orga-



(manœuvre interarmes) au cours desquelles l'artillerie s'est illustrée positivement, l'organisation en mi-juillet d'activités opérationnelles toutes armes.

Pour le Chef d'Escadron Aboudou Raoufou ASSOUMA, « cette action de formation est d'autant plus importante que l'artillerie étant l'une des cibles prioritaires de l'ennemi - tirs de contre-batterie -, se doit d'assurer sa sauvegarde, de se protéger et de s'adapter aux nouvelles formes de combat pour être certaine de pouvoir se mettre en place et de détruire à coup sûr l'ennemi ». Au nombre des activités prévues, on peut citer : l'IST-C, et la course d'orientation (CO), des notions dont l'utilisation échoit généralement aux unités d'infanterie mais sans lesquelles une artillerie de renom ne saurait exister.

A cet effet, bien que ces notions soient connues de tous les canonniers, deux jours ont été consacrés à l'entraînement et aux rappels essentiels en ce qui concerne surtout l'IST-C. Cette piqûre de rappel a permis non seulement de consolider les acquis mais aussi de lever les doutes et de corriger les imperfections au niveau de la troupe.

Conformément au programme établi, la dernière journée de la formation a été consacrée à l'évaluation du travail abattu, à travers la pratique de l'IST-C avec l'utilisation de munitions réelles par l'ensemble des personnels ayant pris part à l'entraînement. Ces personnels es-

sentiellement constitués des éléments de la 912ème batterie sol-air et d'une partie de la 910ème batterie de commandement et des services, soit une centaine d'éléments ont également pris part à une séance de tir notée au pas de tirs de cent (100) mètres.

Cette dernière journée d'activités opérationnelles, qui a commencé tôt le matin, s'est achevée tard dans la nuit par la course d'orientation au cours de laquelle les différents groupes, munis de leurs cartes, boussoles et GPS, se sont évertués sur une distance d'environ 4,4 kilomètres à rechercher les différentes balises posées çà et là par une équipe de supervision. « A la fin, il n'y a ni vainqueur ni vaincu. Chacun en aura tout de même tiré une leçon et acquis de l'expérience », a conclu Chef d'Escadron Aboudou Raoufou ASSOUMA.

Au total, cette activité qui a vu l'implication de tous les personnels disponibles du 1er Bataillon d'Artillerie Mixte s'est bien déroulée. Elle a permis d'évaluer les uns et les autres et de mesurer l'ampleur de la tâche qui consiste à faire de l'artillerie béninoise, une artillerie de renom. A en croire le Chef d'Escadron Aboudou Raoufou ASSOUMA, l'instruction se poursuivra dans l'unité avec surtout pour objectif, l'obtention du drill. Prochainement, l'accent sera mis sur la 911ème batterie sol-sol et le reste de la 910ème batterie.

nise périodiquement l'Etat-Major de l'Armée de Terre en mettant à disposition des canonniers polyvalents, rompus à la tâche.

Cependant le Chef d'Escadron Aboudou Raoufou ASSOUMA, commandant le 1er Bataillon d'Artillerie Mixte (1er BAM), n'entend point dormir sur ses lauriers. Il fait d'ailleurs de l'entraînement de ses hommes son leitmotiv, et du renforcement de leurs capacités son crédo. C'est ce qui justifie, à la suite des manœuvres Djidja 2018-01 (manœuvre d'une batterie d'artillerie sol-sol) et Dassa 2018





CAMPAGNE DE SAUTS DE BREVETAGE ET D'ENTRETIEN

Encore de la sensation dans l'air !!!

Une campagne de sauts de brevetage et d'entretien au profit des personnels militaires des Forces Armées Béninoises s'est déroulée du 25 au 28 juin 2018 sur les installations du 1er Bataillon des Commandos Parachutistes (1er BCP) Ouassa, de la Base Aérienne de Cana et de la Zone de Mise à Terre de Parakou.

SGT DIDAGBE Guy

La campagne de sauts de brevetage et d'entretien est une activité qui s'inscrit dans le cadre de la coopération de défense entre le Bénin et la France. Conduite par le Détachement d'Instruction Opérationnelle/TAP Français composé des Eléments Français au Sénégal (EFS), elle a permis d'aguerrir et d'entraîner les hommes au béret rouge sang.

C'est sous la supervision du Capitaine BOSSOU A. Edmond, Officier TAP, assisté des moniteurs et chefs de groupe TAP issus du 1er Bataillon de Commandos Parachutistes (1er BCP), que le brevetage a été effectué au profit de 32 Elèves-officiers de l'Ecole Nationale des Officiers de Toffo et de 72 militaires issus des autres unités de l'Armée de Terre. Tous ces élèves paras ont préalablement validé les tests de sélection standard TAP1 et TAP2 et l'aptitude médicale. Quant aux sauts d'entretien, ils ont été exécutés par 157 paras du 1er BCP. Ainsi après la phase préparatoire caractérisée par l'entraînement au sol, vient la deuxième phase qui

est spécialement marquée par les sauts à bord du CASA, un avion militaire multifonction et très rustique. Cette phase a été l'instant rêvé par les élèves paras depuis le mois d'avril afin de mettre à l'épreuve leur courage en affrontant le vide pour vivre les sensations que seul le parachutiste saura décrire. L'ensemble des participants a effectué au total 831 sauts à ouverture automatique à 300 et 400 mètres d'altitude grâce à la rapidité et au professionnalisme des plieurs du Service d'Entretien, de Réparation et de Pliage de Parachutes (SERPP) qui est sous la responsabilité du Sergent-chef VODOUNON Paulin.

Deux événements marquants ont retenu l'attention des participants et des observateurs au cours de cette campagne de sauts. Il s'agit du saut à ouverture commandée retardée (chute) à une hauteur de 1200 mètres réalisé par le chef DIO, le Capitaine Alain CUQ, et l'exécution de l'exercice aéroporté « Gangan ». Cet exercice fictif qui a pour but de gagner des délais en s'affranchissant des détails de ni-

vement et de planimétrie pour occuper rapidement l'aérodrome de Parakou (point stratégique) afin d'éviter sa prise par l'ennemi. Il a été exécuté par la 121ème Compagnie de Combat « Tigre » du 1er BCP sous le commandement du Capitaine ASSOUMA Rachide. En effet, après embarquement sur la piste de Cana, le CASA a volé pendant 30 minutes avant de larguer les parachutistes sur la Dropping Zone de Parakou qui ont pris possession des lieux en un temps record. L'objectif visé par cet exercice aéroporté est de contrôler la capacité opérationnelle de la Compagnie.

La campagne de sauts a pris fin par la remise de brevets aux nouveaux parachutistes et l'échange de cadeaux entre les parties béninoise et française. Aucun incident grave n'a été signalé pendant les sauts. Cette réussite a été l'œuvre du Chef de Bataillon SOUNOUVOU Yédénou Charles, Commandant le 1er BCP qui a mis un accent particulier sur la sécurité pendant toutes les phases de l'opération.

MANŒUVRE « NANÉBOU 2018 »

Le 6^{ème} BIA remet à niveau ses personnels

Dans le cadre des activités opérationnelles au titre du 1er semestre de l'année 2018, le Commandant du 6^{ème} Bataillon Interarmes a organisé une sortie tactique suivie d'un raid dans le département de l'Atacora. Cette manœuvre est baptisée « Nanébou 2018 ».

LTN GBAGUIDI Ahodof Alain Luc

C'est en réponse aux prescriptions du Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre, le Colonel GBAGUIDI Fructueux, que le 6^{ème} Bataillon Interarmes a exécuté la manœuvre « Nanébou 2018 » sous la double supervision du Chef de Bataillon ADAMASSOU Valère, contrôleur envoyé de l'Etat-Major de l'Armée de Terre et du Chef de Bataillon CHAOU D. R. Sosthène, Commandant le 6^{ème} Bataillon Interarmes.

Cet exercice, organisé au profit des personnels de la 62^{ème} Compagnie basée à Tanguiéta, s'inscrit dans le cadre de l'entraînement de la troupe. Il vise, entre autres objectifs, à marquer non seulement la présence militaire mais aussi à s'assurer de la maîtrise de la zone d'action. A cet effet, les localités de Tanguiéta, Tayakou, Boutoupingou et Batia (zone du parc pendjari) ont été traversées.

La première journée de la manœuvre a consisté en un exercice Poste de Commandement (CPX). Le Chef de Bataillon CHAOU D. R. Sosthène a mis son expérience au service de ses jeunes collègues officiers afin de les préparer à assumer efficacement leurs responsabilités futures de commandant d'une compagnie d'infanterie. Il est courant que les officiers des Forces Armées Béninoises occupent pour la plupart de manière précoce les fonctions de commandant d'unité et d'officier d'état-major. Ainsi le but de l'exercice est de les outiller à améliorer et parfaire leurs connaissances pour être à la hauteur du commandement tant au Bénin que sur le théâtre extérieur.

Quant à l'exercice dévolu aux opérations de terrain, il a consisté à mettre en œuvre les ordres du Commandant bataillon. A tour de rôle Commandant compagnie et Chefs section sont passés briefeur leurs chefs sur la mission reçue et comment ils entendaient mener leurs actions dans

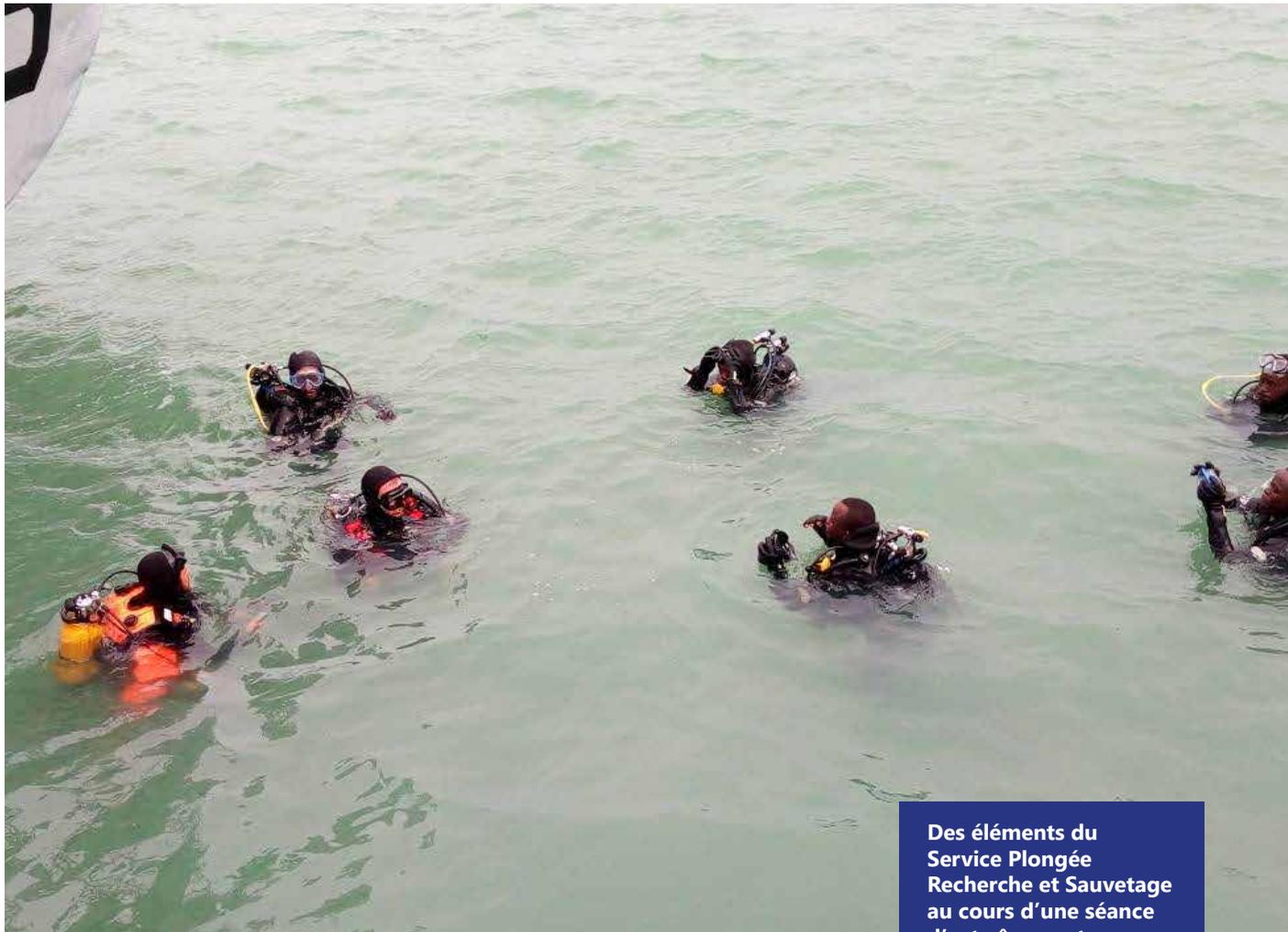
le cadre des missions à eux confiées. Ainsi après les recyclages et une infiltration, le Commandant compagnie et ses hommes ont installé le poste de commandement de la compagnie dans le village de Nanébou. La deuxième journée consacrée à la reconnaissance offensive, ponctuée de réduction de résistance isolée, a été effectuée à travers les villages de Nanébou, Tanougou et Batia. Au final, la 62^e Compagnie sous les ordres de son Commandant, le Lieutenant EHOINSOU Miguel, a réussi à libérer le village de Batia dans lequel était installée la base arrière de l'ennemi. Elle reçoit ensuite l'ordre du Commandant bataillon de participer au contrôle de zone dans le village et ses environs.

Le lendemain, la compagnie s'est familiarisée avec la conduite d'une patrouille, l'installation d'un checkpoint, la fouille de véhicules et du personnel. Le reste de la journée a permis d'initier les éléments de la 62^e Compagnie aux Techniques d'In-

terventions Opérationnelles Rapprochées (TIOR). Pendant les différentes phases de cet exercice, l'évaluateur a pu observer la réaction des soldats mis en situation, leur niveau d'instruction militaire et leur maîtrise des notions de base. Pour le Chef de Bataillon ADAMASSOU Valère, ces séquences ont permis de revisiter les missions d'une compagnie en combat classique et en zone urbaine. En bon contrôleur, envoyé de l'Etat-Major de l'Armée de Terre, il a apporté des corrections judicieuses aux différentes imperfections relevées durant la manœuvre. Par la même occasion, il a exhorté tout le bataillon à multiplier les sorties tactiques pour avoir le drill nécessaire.

Enfin dans le but d'évaluer l'endurance physique de la Compagnie, cap a été mis sur Tanguiéta par un raid. Ce raid a été mené sur une distance de 50 km environ et a traversé les localités de Nanébou, Tanguiéta, Tayakou et Boutoupingou.





Des éléments du Service Plongée Recherche et Sauvetage au cours d'une séance d'entraînement

BASE NAVALE DE COTONOU

Immersion dans les eaux du Service Plongée

Grandes capacités physiques, excellent esprit d'équipe, sang-froid à toute épreuve, grande stabilité émotionnelle...Voilà quelques critères de base pour prétendre devenir candidat à l'une des sections spéciales des Forces Navales : le SPRS, entendez Service Plongée Recherche et Sauvetage.

LVS Dominique ADANDE, EV1 Bio Nikki GOUNOU

Discret au profit des patrouilleurs plus à la lumière, le Service Plongée, Recherche et Sauvetage (SPRS) est un autre moyen opérationnel des Forces Navales pour accomplir les missions qui leur sont dévolues. Chargé de secourir les naufragés en cas de dérive de navire ou de crash d'avion, d'entre-

tenir les coques des patrouilleurs ainsi que de vérifier l'état des hélices, de la ligne d'arbre et d'éventuelles brèches, ce service exige un professionnalisme à tout instant, une endurance à toute épreuve. Les plongeurs issus de ce service constituent le volet « sous-marin » des Forces Navales. La sélection des futurs plongeurs de la flotte est

particulièrement rigoureuse, tant elle l'est physiquement que physiologiquement.

N'est pas plongeur militaire qui veut mais qui peut

Nageurs accomplis, marins de qualité aimant l'eau, les candidats ayant réussi les épreuves de sélection interne sont formés dans



de grandes écoles de plongée notamment au Sénégal, au Maroc, en Chine et en Inde. En dehors des séances d'entraînement de routine, les plongeurs de la base participent activement à des exercices majeurs organisés avec les partenaires étrangers lors des PIO « Période d'Instruction Opérationnelle ». Ainsi, Le 27 mars 2018 par exemple, dans le cadre de l'exercice multinational « Obangame Express 2018 », la section plongée avait reçu pour mission de procéder à la recherche et au sauvetage de trois naufragés du navire ayant échoué sur les côtes béninoises.

Par ailleurs, le 09 mai 2018, un exercice de recherche d'Engins Explosifs Improvisés (EEI) ou Engins Explosifs de Circonstance (EEC) a été mené dans le bassin de la Base Navale de Cotonou, autour des patrouilleurs. Sous la supervision de l'équipe d'instructeurs belges dans le cadre du *Maritime Capacity Building* (MCB), cet exercice a consisté à entraîner et évaluer les procédures de plongée et de recherche des EEI en plus de la stabilisation du plongeur en cas d'accident de plongée.

L'exercice le plus récent avec des partenaires étrangers a été exécuté le 10 juillet 2018 de concert avec les plongeurs de l'Aviso français Commandant BIROT en escale au Port de Cotonou dans le cadre de la mission Corymbe. Les plongeurs des deux nationalités ont pris part à une visite de coque de l'Aviso français dans le bassin portuaire.

Chaque année, des périodes d'initiation sont organisées par ce service pour susciter l'intérêt des jeunes marins à cette spécialité. La plus récente s'est déroulée du 12 mars au 27 avril 2018. Durant cette formation, les stagiaires ont été soumis à des activités physiques intenses : longues séances de natation, de palmage et d'immersion avec bouteille d'oxygène jusqu'à une profondeur de 15 mètres. Ces exercices ont été effectués aussi bien en piscine que dans le bassin du Port de Cotonou.

MANŒUVRE SYNTHÈSE « OURAGAN »

L'opérationnalité des élèves officiers renforcée

Dans le cadre de l'instruction tactique, une manœuvre tactique motorisée a été organisée au profit des élèves officiers. Dénommée « Ouragan », elle s'est déroulée du 04 au 07 juin 2018 dans les régions de Ouidah et de Toffo. Le principal objectif visé est d'évaluer les connaissances acquises sur les plans tactique et technique dans des conditions rustiques de la vie en campagne.

SLT AMOUSSOU Ghislain, SLT GNING Françoise

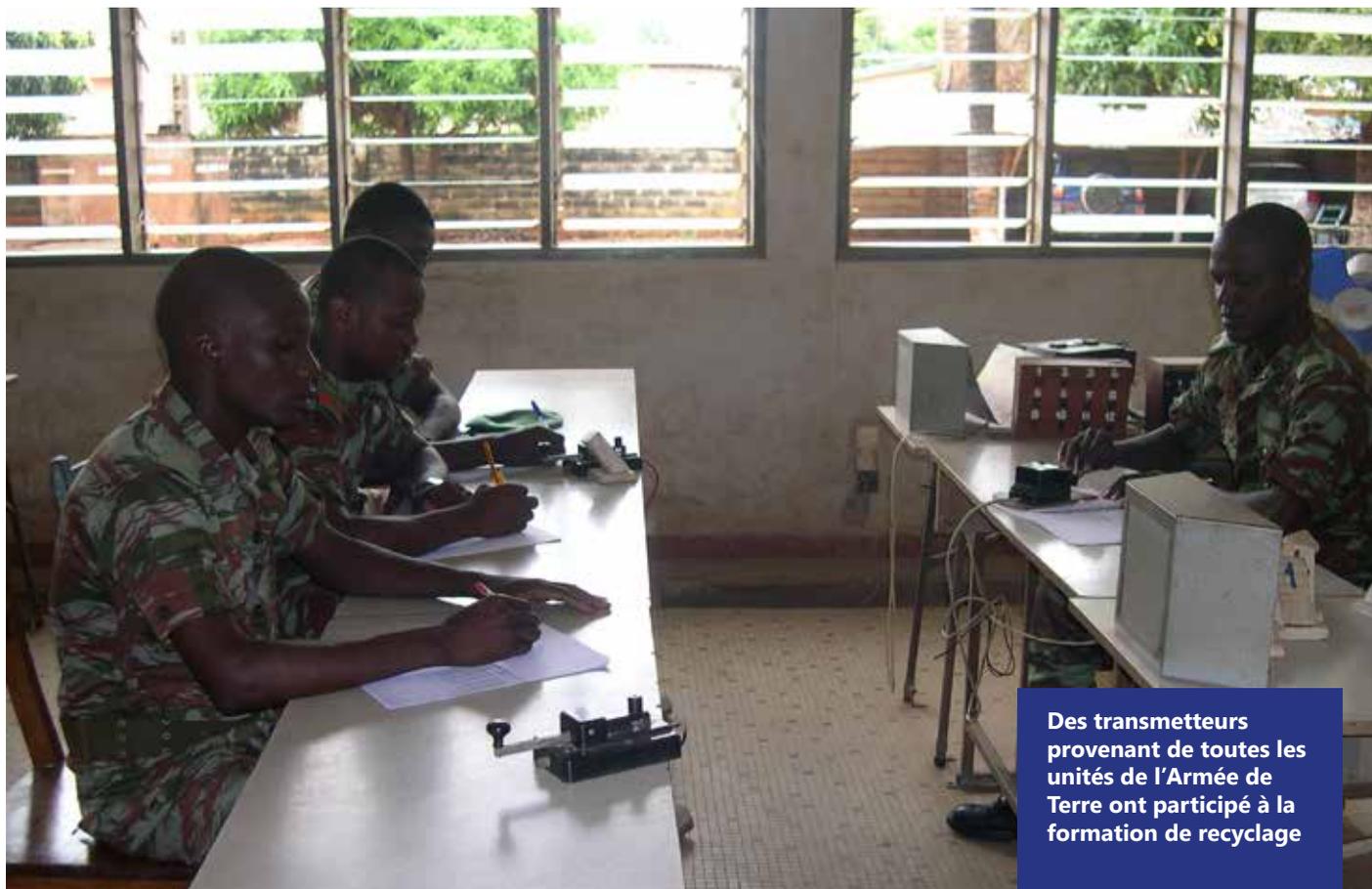
Trois jours durant, les élèves officiers ont été mis en situation de combat au cours de la manœuvre synthétique « Ouragan », qui vient trois mois après celle intermédiaire. Elle a consisté à l'évaluation des connaissances tactiques acquises tout au long de l'année. Il était recherché chez les élèves non seulement l'aptitude à respecter les cadres d'ordres et le timing mais aussi la qualité des comptes-rendus.

Cette manœuvre, essentiellement motorisée, s'est déroulée sur l'axe Ouidah-Kpomassè-Tokpadomè-Kouffonou- Allada-Toffo. Répartis au sein de deux compagnies antagoniques, les élèves officiers ont exécuté des missions de sûreté de la section mais aussi et surtout des missions offensives. Etant de même

niveau de connaissances tactiques et techniques, les deux compagnies ont eu du mal à se départager. De la valorisation des axes à l'emploi des techniques de contre IED en passant par l'utilisation des procédés d'exécution de missions, elles n'ont pas tari d'imagination pour tenter de venir à bout l'une de l'autre.

L'action finale, qui s'est révélé un véritable coup de maître, a consisté à s'emparer du château d'eau de Toffo. De retour à l'ENO (Ecole Nationale des Officiers), les élèves ont effectué un tir de nuit au champ de tir après le débriefing. La particularité de cette manœuvre réside dans sa dimension motorisée, et aussi que les forces en présence aient les moyens et procédures tactiques identiques. De l'avis de tous les participants, « Ouragan » a été une très belle expérience tactique.





Des transmetteurs provenant de toutes les unités de l'Armée de Terre ont participé à la formation de recyclage

CHALLENGE EN TÉLÉGRAPHIE AU 1ER BATAILLON DES TRANSMISSIONS

Les disciples de Saint-Gabriel se réapproprient le code Morse

Regroupés au 1er BTRS du 15 au 23 mai 2018, 37 transmetteurs venus de toutes les unités de l'Armée de Terre ont pris part à une formation de recyclage sur les fondamentaux en Système d'information et de communication ayant abouti à une compétition en télégraphie.

SCH TCHANKPEGA Borikayama

La communication par télégraphie, communément appelée « TI TA » ou encore le « Charlie-Whisky » permet de transmettre un texte à l'aide de séries d'impulsions courtes et longues avec un minimum de puissance grâce au code Morse. Ce dernier est principalement utilisé par les militaires comme moyen de transmission, souvent chiffrée. Ce procédé de communication, adapté à aux réalités des pays moins équipés en matériels SIC, s'enseigne

aux transmetteurs béninois en début de leur carrière sous forme de cours d'initiation.

La télégraphie constitue non seulement un moyen sûr de communiquer en mode dégradé mais aussi et surtout une fierté des transmetteurs.

Mieux outiller les transmetteurs

La transmission diffuse ses compétences auprès de tous, tant le besoin de maîtriser l'information est aujourd'hui essentiel dans la

gestion des crises, la conduite des opérations, ou tout simplement le fonctionnement quotidien de l'Armée de Terre. C'est pour cette raison et dans la perspective de mieux former les personnels transmetteurs de l'Armée de Terre à remplir efficacement leur mission au sein des différentes entités, qu'il s'avère indispensable de détecter les meilleurs télégraphistes qui pourront mieux encadrer leurs camarades dans les Postes Radio Militaires (PRM).



Une compétition pas comme les autres

Les épreuves du challenge en télégraphie sont la lecture au son (LAS) et la manipulation de sons (MANIP) où la moindre déconcentration du candidat lui fait perdre le fil des événements. C'est un exercice qui nécessite beaucoup de mémoire et permet de lire les sons comme on lit un livre.

La première édition de ce challenge en télégraphie a mis en exergue beaucoup d'insuffisances liées à l'absence de la pratique de télégraphie dans les PRM.

Toutefois, cela a permis de replonger les spécialistes graphistes dans ce qui fait d'eux des transmetteurs. Cette compétition des transmetteurs en télégraphie s'est déroulée dans une ambiance bon enfant et sans encombre. Elle a permis de développer l'esprit de saine émulation parmi les transmetteurs et révélé la quête de progrès chez tous les participants. Rendez-vous est donc pris pour la prochaine édition mais en attendant, la qualité des services délivrés par les SIC aux utilisateurs à l'Armée de Terre devra continuer à s'améliorer progressivement.

Le trio gagnant

Au nombre des participants qui se sont illustrés au cours de la compétition, on peut citer le Sergent-chef TCHANKPE-GA Borikayama en service au PRM de l'Etat-Major Général qui a terminé meilleur télégraphiste de l'année avec une moyenne de 18 sur 20 à la fin des examens. Il est suivi du Caporal GBOGBO Prudence du 1er Bataillon d'Intervention Motorisé avec 17 sur 20 et du Sergent KETOUNOU Ida du 1er Bataillon Interarmes avec 16,5 sur 20.

FORCES AERIENNES

Recyclage des « Fusco » au self-defense et au check-point

Mieux aguerrir son personnel, est l'un des objectifs que s'est fixé le Commandant la Base Aérienne de Cotonou. Pour y parvenir, le personnel Fusilier Commando (FUSCO) de l'Air de ladite base a été soumis à un recyclage en Self-Defense et en Check-Point le 21 juin dernier.

LTN Ernest HOUNDJO

Pourquoi le Self-Defense ? Les missions de participation au développement (sécurisation des institutions bancaires) dans lesquelles le personnel Fusilier Commando de la Base Aérienne de Cotonou (BACO) se trouve être impliqué, exige une capacité d'usage de la force non létale dans certaines situations.

L'entraînement au self-défense participe donc à la préparation des hommes à répondre de façon prompte et proportionnelle en cas d'agression physique. En effet, le self-défense n'est pas une discipline sportive commune. Il a été créé pour pouvoir contrer des attaques physiques ou verbales, quels que soient la condition physique, l'âge, le sexe ou la corpulence. Ainsi, le self-défense s'inspire de nombreuses disciplines martiales et militaires. Il permet d'immobiliser rapidement son agresseur, en le dé-

sarmant, tout en gérant son stress de façon optimale.

Pourquoi le Check-Point ?

Les nouveaux défis sécuritaires dans la sous-région ouest-africaine exigent des forces de défense et de sécurité une vigilance plus accrue aux différents postes de contrôle. Le renforcement des capacités du personnel sur l'acquisition des bons réflexes dans la conduite d'un check-point est donc une exigence. Le check-point vise en effet à occuper, contrôler, voire défendre un point de contrôle. C'est donc une des tâches les plus récurrentes exécutées par le personnel Fusilier Commando de la BACO.

Ces différentes séances pratiques de renforcement de capacité participeront indéniablement à préparer le personnel à bien exécuter les missions de la BACO.





FORCES NAVALES

Les personnels entraînés au tir

Comme le recommande le TTA, en temps de paix le soldat renforce sa condition physique et développe sa capacité au tir. C'est donc fort de cela que des séances de tir, dans la droite ligne de celles exécutées en 2017, ont été programmées pour les personnels des Forces Navales au titre de l'année 2018.

LVS Christophe BLEKE, EV1 Gédéon GNIMAVO

C'est acté : tous les personnels des Forces Navales (FN) se rendront au champ de tir de l'Ecole Nationale des Officiers (ENO) pour valider les acquis au tir de l'année écoulée. Des deux premières séances déjà exécutées, il ressort une augmentation significative du rendement. Ce qui dénote de l'efficacité de l'entraînement. Les armes mises en œuvre sont l'AKMS à laquelle tous les personnels ont tiré, et le PA Makarov pour les personnels offi-

ciers et officiers marinières. Les différentes positions exécutées sont celles coucher, debout et à genou.

Dans le contexte sécuritaire actuel où la piraterie et les actes de brigandage en mer menacent le plein épanouissement de l'économie maritime dans le Golfe de Guinée, le Commandement des Forces Navales ne ménage aucun effort pour maintenir en condition opérationnelle les équipages et les navires sur lesquels ils servent. C'est dans ce cadre que des séances de tir 12.7

ont aussi été organisées au profit des bâtiments de la flotte en complément des tirs à terre.

L'objectif du tir 12.7 en mer est clair : être en mesure d'agir efficacement au moyen de la 12.7 du bord contre les navires « renégat » dans les eaux territoriales dans le respect des procédures et règles d'engagement (ROE) en vigueur pour assurer la sûreté et la sécurité en évitant la surprise ou la méprise. Le scénario simulé ayant servi de charpente au tir est simple : « un



patrouilleur de la Base Navale de Cotonou (BNCO) est dépêché pour intercepter un navire suspect en transit dans les eaux béninoises qui refuse de s'identifier en ne répondant aux appels et questions sur radio VHF ».

Soixante-douze heures avant le jour « J », un avis urgent aux navigateurs (AVURNAV) est diffusé toutes les heures par le sémaphore de Cotonou. Une fois sur la zone de tir réservée à cet effet, le même message est émis en boucle à la VHF par la radio de bord.

Ces différents messages permettent de prévenir tous les navires et aéronefs enviro-nnants afin qu'ils ne pénètrent dans la zone d'exercice au tir (ZONEX) : la sécurité surface (mer, air) est ainsi assurée. Elle relève notamment de la responsabilité con-jointe du sémaphore (à terre) et de l'Officier Chef de Quart (en mer). Le Directeur d'Exercice (DIREX) quant à lui est responsable de la sécurité du tir et de celle des tireurs.

Une fois le « but flottant » (représentant le navire suspect, la cible) mis à l'eau, tout le personnel du bord est rappelé au poste de combat. Les tireurs sont à leur affût avec leur gilet pare-balles. L'autorisation, le choix du type de tir (sommation, arrêt), la désignation et le classement des pistes reviennent au Commandant du navire qui donne son feu vert pour chaque sé-quence.

A la fin du tir, une équipe de fusiliers commandos du Groupement de Protection (GP) est envoyée pour confirmer les dégâts causés et récupérer le but flottant. Un dé-briefing à chaud de l'exercice de tir est alors conduit à bord à la suite duquel le patrouilleur rejoint la BNCO.

L'exercice de tir 12.7 permet de mieux préparer au combat les bâti-ments et leurs équipages pour une opérationnalité toujours plus ac-cruée. Car, comme le dit l'expression latine « Excelsior Semper Excelsior ! » : « Plus haut, toujours plus haut ! ».

ARMÉE DE TERRE

Le CEMAT instaure le rôle des présidents de catégories

La Rédaction

Le 16 juillet dernier, sous la houlette du Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre, le Colonel Fructueux GBAGUIDI, une réunion des Présidents de Catégorie s'est tenue pour débattre des problèmes majeurs rencontrés dans les corps. Au cours de cette séance, des rappels sur les objectifs visés ont été faits de même que des apports et partages d'expériences ont été explorés.

En effet c'est lors de la tournée des casernes du Ministre en charge de la Défense Nationale, qu'il a été constaté de graves insuffisances relationnelles entre chefs et subordonnés d'une part et entre militaires de même catégorie d'autre part. Ce vide relationnel est aujourd'hui comblé avec le rôle de président de catégorie, institué par le Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre, dans les corps de troupe et services pour faciliter les contacts entre chefs et subordonnés.

Elu lors d'une assemblée générale des militaires de sa catégorie par vote au bulletin secret pour une période de deux ans non renouvelables, le Président de Catégorie traite des questions relatives aux personnels sous-officiers ou militaires du rang et à leurs conditions de vie et de travail. Relais d'infor-

mation entre le chef de corps et ses frères d'armes, son rôle s'inscrit dans les domaines social et moral. L'exécution des tâches confiées au Président de catégorie se trouve bien encadrée dans des limites bien définies. Ainsi, le Président de Catégorie ne peut en aucun cas se substituer à la chaîne de commandement. Il ne doit en aucune circonstance être à l'origine d'une pé-tition, d'un soulèvement ou d'une mutinerie. Il ne peut se substituer à un autre militaire de sa catégorie fuyant ses responsabilités ou devant répondre de ses actes. Il est tenu à un devoir de réserve et de confidentialité pour les sujets relevant de la vie privée des militaires de sa catégorie.

A l'issue de cette première rencontre des Présidents de Catégorie, tous les participants ont exprimé leur satisfaction et salué l'initiative du Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre. Ils sont désormais imprégnés de l'importance de leurs responsabilités dans l'amélioration des relations entre Chefs et subordonnés d'une part, et entre subordonnés de même catégorie d'autre part afin de garantir la cohésion, « ciment » indispensable à toute unité militaire.



ENTRETIEN AVEC LE LIEUTENANT-COLONEL
HERMANN AVOCANH, CHEF D'ETAT-MAJOR
DES FORCES AÉRIENNES

«Il faudra réorganiser les Forces Aériennes»

Dans un entretien à bâtons rompus avec la rédaction de votre magazine, le Chef d'Etat-Major des Forces Aériennes, le Lieutenant-Colonel Hermann William AVOCANH a sans langue de bois abordé l'actualité de la composante des forces armées dont il assume le commandement depuis bientôt deux ans.

LA RÉDACTION

Lieutenant-Colonel Hermann AVOCANH, bientôt deux ans que vous êtes aux manettes de l'Etat-major des Forces Aériennes. Comment se porte aujourd'hui le moral des aviateurs ?

Je voudrais d'abord vous remercier de m'accorder cette tribune dans notre revue commune pour me prononcer sur des questions importantes relatives à la composante que je commande. Abordant le moral du personnel des Forces Aériennes, je dirai qu'il est au beau fixe avec quelques nuances à relever tout de même. Le moral est au beau fixe parce que la troupe a conscience que ses préoccupations sont prises en compte par le commandement, qu'il s'agisse aussi bien de l'amélioration des conditions de travail et de vie que de sa gestion au quotidien. En effet des efforts sont faits dans la mesure du possible pour apporter un changement qualitatif au cadre de vie et aux moyens matériels. De même, une attention particulière est accordée à la bonne application des textes réglementaires et autres directives du Chef d'Etat-Major Général portant sur l'administration du personnel dont le leitmotiv est le recul de l'injustice. A côté de ces notes positives, il est toutefois à noter que la troupe est dans l'expectative de voir renforcer cette dynamique d'amélioration et surtout, chose importante, pour ce qui les concerne en tant qu'aviateurs, ils attendent l'acquisition de nouveaux aéronefs pour renouveler le parc aéronef devenu vieux et inopérant.

Depuis votre prise de commandement, on assiste à une intensification des

manœuvres militaires et de l'entraînement de la troupe. Qu'est-ce qui justifie ce regain d'activités ?

C'est vrai, les activités d'entraînement se sont multipliées depuis un certain temps. Cela résulte de la mise en application du plan d'action du Chef d'Etat-Major Général et de la mise à disposition par ce dernier des moyens nécessaires. Cette inflexion dans la conception et la mise en œuvre du concept d'entraînement des forces est salubre puisqu'elle rend véritablement possible la préparation des unités. Il convient toutefois de mentionner qu'au niveau des Forces Aériennes, les activités d'en-

«Le moral est au beau fixe parce que la troupe a conscience que ses préoccupations sont prises en compte par le commandement »

traînement ont surtout concerné les unités de protection des bases aériennes et les officiers d'état-major. S'agissant des unités aériennes, l'indisponibilité des aéronefs n'a pas permis d'effectuer des exercices avec déploiement de ces matériels majeurs.

Justement pour le commun des humains, quand on parle des forces aériennes, on pense automatiquement aux moyens volants. Qu'en est-il du cas du Bénin ?

Notre pays a toujours eu une composante aérienne structurée essentiellement autour d'aéronefs de liaison. On compte aujourd'hui dans le patrimoine des Forces Armées Béninoises une demi-douzaine d'avions et d'hélicoptères de transport comme les avions HS748 et DHC-6 ainsi que les hélicoptères AS350B et A109. Mais comme je disais plus haut, ces aéronefs sont aujourd'hui inopérants et il est nécessaire de les remplacer par d'autres plus polyvalents. Cela permettra de redonner aux Forces Aériennes

une capacité aérienne et étendre l'éventail des missions que peuvent exécuter ses unités aériennes.

Quel est le rôle des Forces Aériennes aux côtés des autres forces de l'armée béninoise dans la défense de l'intégrité du territoire et des frontières ?

A l'instar des autres composantes des FAB, les Forces Aériennes ont à charge de jouer une partition dans la défense du territoire national. Elles ont principalement pour missions la surveillance et la défense de l'espace aérien ainsi que le soutien et l'appui aux autres Forces. A cet effet, les Forces Aériennes doivent mettre en œuvre leurs moyens pour exécuter un certain nombre de tâches à savoir, la détection et l'interception des menaces aériennes, la projection des troupes, la surveillance et la re-

connaissance aérienne, l'appui feu aux unités de surface, l'évacuation sanitaire, la recherche et le sauvetage. Bien entendu, à cette liste qui n'est pas exhaustive, il faudra ajouter les missions de participation au développement.

Quel est donc concrètement l'apport des forces aériennes dans l'effort de développement du Bénin ?

A côté des missions purement militaires, les Forces Aériennes sont chargées d'exécuter des tâches entrant dans le cadre de la participation au développement. C'est ainsi que nous sommes sollicités pour assurer le transport des autorités étatiques ou pour engager nos aéronefs au service de diverses structures publiques et privées. Pour ce volet, l'apport des Forces Aériennes est d'autant plus impactant que le transport aérien civil est encore très embryonnaire dans notre pays. Ainsi, sans se substituer aux acteurs du transport aérien civil, les Forces Aériennes peuvent, au besoin, donner un coup de main

afin de faciliter l'acheminement par air des personnes et des biens, ainsi que la surveillance aérienne. Cela constitue un levier aussi bien pour le tourisme que pour d'autres secteurs d'activité. Plus généralement, il faut considérer que les Forces Aériennes sont un partenaire sur lequel certains acteurs de l'aviation civile peuvent s'appuyer pour booster le transport aérien.

D'ailleurs, je ne trahis aucun secret en disant qu'en ce moment, nous travaillons avec une compagnie aérienne de la place (Air Taxi Bénin) à qui nous avons fourni des pilotes remplissant les conditions exigées par l'Agence Nationale de l'Aviation Civile. C'est le lieu de saluer le leadership des plus hautes autorités politiques qui n'ont ménagé aucun effort pour soutenir ce partenariat public-privé gagnant-gagnant.

Existe-t-il des liens de coopération entre vous et vos homologues de la sous-région et des autres continents ?

Depuis toujours, les Armées de l'Air de la sous-région entretiennent des relations transversales pour mieux relever les défis liés à l'aviation militaire dans nos différents Etats. Ces relations qui ne font pas forcément l'objet de signature d'une convention formelle, prennent la forme de visites de travail, d'échanges d'équipages ou de prestations techniques pour la maintenance des aéronefs. Ces échanges bilatéraux ont surtout lieu lorsque les Armées de l'Air exploitent les mêmes appareils. Les Forces Aériennes du Bénin ont donc toujours entretenu de bons rapports avec leurs homologues des pays limitrophes. Mais vous comprenez qu'en ce moment où les activités aériennes se sont arrêtées chez nous, ces échanges se sont considérablement ralentis. Toutefois, à l'échelle multilatérale, les Forces Aériennes du Bénin sont membre de l'Association des Forces

Aériennes Africaines (AFAA) qui constitue un creuset d'échanges d'expériences et de partage de savoir-faire. Cette dynamique de regroupement des Armées de l'Air initiée et soutenue par les Etats

« On compte aujourd'hui dans le patrimoine des Forces Armées Béninoises une demi-douzaine d'avions et d'hélicoptères de transport. »

Unis se concrétise par des réunions des Chefs d'Etat-Major, et l'organisation régulière de rencontres multinationales dédiées à l'instruction opérationnelle des personnels des Armées de l'Air de plusieurs pays africains dont le Bénin. Enfin, dans le cadre de la formation de notre personnel aux métiers de l'aéronautique, nous entretenons les relations de coopération particulières avec les Armées de l'Air de certains pays ayant des écoles agréées par le Bénin ; il s'agit principalement de la France, de la Chine, de l'Inde, du Maroc, du Nigéria et du Sénégal.

Que peut-on retenir comme acquis, notamment au plan matériel et humain, depuis votre nomination en novembre 2016 ?

Vous me contraignez à un exercice difficile en me demandant de m'auto apprécier. D'ailleurs, je pense qu'on ne saurait faire un bilan des réalisations au plan matériel aux Forces Aériennes sans parler du budget de la défense et de ses divers projets. En effet, les Etats-Majors d'Armée ou de Force ne font que proposer la réalisation des projets d'investissement qui doivent être validés, inscrits au budget puis mis en œuvre au niveau central. Il faut dire que depuis novembre 2016, les gros investissements de réalisation d'infrastructures au profit des Forces Aériennes ne se sont pas encore

concrétisés. Dans ce domaine, des changements sont notables mais elles ne sont que le fait des efforts d'amélioration de l'existant. Toutefois, au plan des matériels majeurs, on note la commande d'un avion de transport neuf dont la livraison se fera en fin d'année 2019. Pour tout dire, les acquis qu'on pourrait mettre à l'actif de l'actuelle équipe dirigeante des Forces Aériennes s'inscrivent dans le cadre de la préparation des unités en vue d'un prochain redémarrage des activités aériennes. Ces acquis peuvent être constatés en termes d'augmentation des formations aéronautiques au profit du personnel, de l'élaboration ou la mise à jour des textes réglementaires spécifiques et autres documents de procédure, de la concrétisation d'un partenariat avec la compagnie Air Taxi Bénin, du renforcement des liens avec l'Agence Nationale de l'Aviation Civile, de l'intensification de l'entraînement des Fusiliers Commandos et l'Air, etc. Toutes ces réalisations ont été possibles grâce au soutien permanent du Chef d'Etat-Major Général et du Ministre de la Défense que je voudrais remercier au passage.

Au regard des directives de l'Etat-Major Général et de vos ambitions pour une armée de

« On note la commande d'un avion de transport neuf dont la livraison se fera en fin d'année 2019. »

l'air performante, dites-nous vos perspectives ?

Je ne saurais parler de perspectives sans insister sur la dotation en aéronefs. Tout en travaillant pour l'arrivée effective de l'avion MA 600 dont la commande a déjà été effectuée, il faudra que la prospection se poursuive en vue de l'identification et de l'acquisition d'autres machines polyvalentes et à coût de possession maîtrisable. L'idée est de se doter d'un parc

aéronef constitué d'avions et d'hélicoptères capables à la fois d'exécuter des missions militaires et de fournir des prestations pour appuyer le développement de notre pays. En somme, il faudra réorganiser les Forces Aériennes en tenant compte de leur importance dans la gestion de la nouvelle conflictualité caractérisée par l'asymétrie et la diversité des acteurs. A cet effet, un nouveau format de notre troisième dimension a déjà été proposé. Sur un autre plan, les Forces Aériennes doivent continuer dans la nouvelle dynamique en renforçant la coopération avec les partenaires aéronautiques civils, des secteurs privé et public. En plus des bénéfices pour le secteur civil, ces partenariats sont d'une grande utilité pour les FAB étant donné qu'ils rendent possible la continuité des activités aériennes avec en prime une optimisation des coûts, clé de voûte du maintien d'une capacité aérienne adaptée.

Comment entrevoyez-vous les forces aériennes béninoises dans 10 ans ?

Dans les 10 prochaines années, les Forces Aériennes n'auront d'autre choix que de grandir pour avoir une envergure à la mesure des besoins de notre pays. Cela passera par la dotation en matériels majeurs tels que les avions de transport et de projection de troupe, les avions d'attaque au sol, les avions de surveillance terrestre et maritime, les hélicoptères de manœuvre et des radars de surveillance fixes et mobiles. Ces investissements devront être suivis de grands travaux d'infrastructures sur les bases aériennes. Enfin, il sera nécessaire de doter le personnel des Forces Aériennes d'un statut particulier pour créer des conditions favorables à l'attractivité de cette composante qui peine à conserver son personnel spécialiste.

BIO EXPRESS



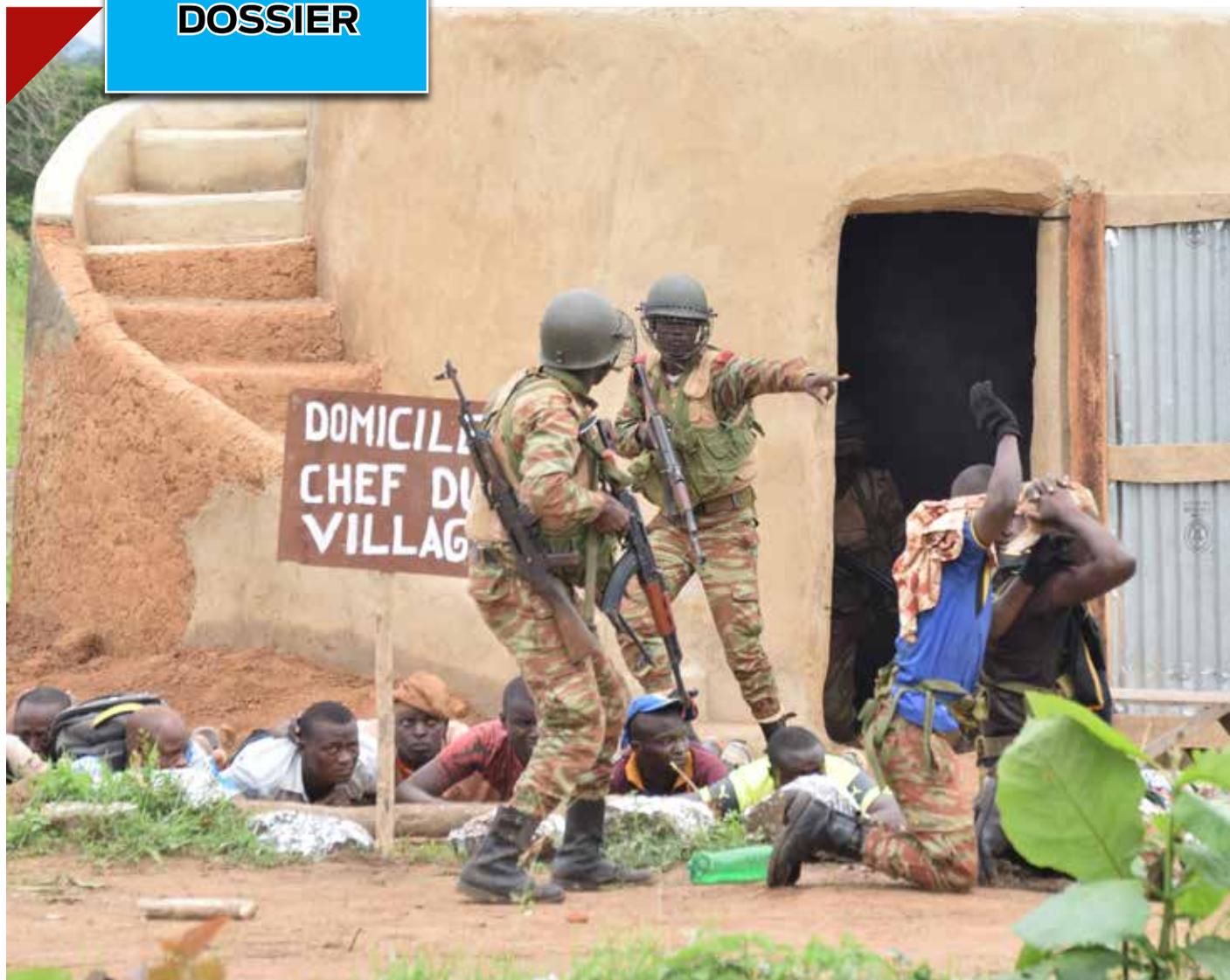
Hermann William AVOCANH

Né le 25 Avril 1976 à Azonlihoué, dans le département du Mono (Bénin), le Lieutenant-Colonel Hermann William AVOCANH est un Officier Ingénieur Aéronautique de formation. Marié et père de deux (02) enfants, il est issu de la promotion 1996 du Cours Spécial de l'Ecole de l'Air de Salon de Provence (France).

Après ses études primaires à l'école primaire publique d'Akpakpa-Centre et secondaires au CEG d'application et au Lycée Béhanzin de Porto-Novo, le Lieutenant-Colonel AVOCANH décroche brillamment son Baccalauréat série C en 1995. Il obtient son DUES-1 en Math-Physique à l'Université d'Abomey-Calavi en juillet 1996 avant d'être admis au prestigieux Cours Spécial de l'Ecole de l'Air (CSEA) de Salon de Provence (France) la même année. Il rentre au pays en juillet 1999, titulaire du Certificat d'Ingénieur du Cours Spécial de l'Ecole de l'Air, du Diplôme de formation technique d'officier de maintenance aéronautique et du Diplôme d'Etudes Supérieures Techniques en aéronautique de l'Université d'Aix-Marseille (France). En 2009 et 2015 respectivement, il décroche son Diplôme d'Etat-Major à l'Air Force Command College (AFCC) de Beijing (Chine), puis le Master 2 en Stratégie, Défense et Sécurité à l'Université de Soa (Cameroun) et le Brevet d'Etudes Militaires Supérieures du second degré à l'Ecole Supérieure Internationale de Guerre de Yaoundé (Cameroun).

Au cours de sa carrière, le Lieutenant-Colonel AVOCANH s'est forgé une solide expérience en tenant plusieurs emplois. Il s'agit notamment des emplois de Chef Service Documentation et Planning à la Base Aérienne de Cotonou de 2000 à 2002, Chef de Cabinet du Commandant des Forces Aériennes de 2002 à 2005, Chef Bureau Instruction et Stage de la Division Ressources Humaines de 2005 à 2006, Officier liaison Air du Bataillon béninois à l'ONU de 2006 à 2007, Chef des Moyens Techniques de la Base Aérienne de Cotonou de 2007 à 2009, Officier des Affaires Civilo-Militaires du Bataillon béninois à la MONUSCO de 2009 à 2010, Commandant en second de la Base Aérienne de Cotonou de 2010 à 2011, Commandant la Base Aérienne de Cana de 2011 à 2013, Chef Division Logistique à l'Etat-Major des Forces Aériennes de 2013 à 2014 et Chef Division Ressources Humaines à l'Etat-Major des Forces Aériennes de 2015 à 2016.

Cette riche expérience ainsi que sa rigueur et son sens du travail bien fait lui ont valu d'être promu par la Haute Autorité à la fonction de Chef d'Etat-Major des Forces Aériennes, fonction qu'il occupe depuis le 14 Novembre 2016 jusqu'à ce jour.



MANŒUVRE MILITAIRE « DASSA 2018 »

L'Armée de Terre aguerrie au combat en zone urbaine

Du 20 au 29 juin 2018, l'Armée de Terre a organisé une manœuvre militaire dénommée « Dassa 2018 ». L'objectif de cette opération de grande envergure est d'aguerrir la troupe à faire efficacement face à toutes attaques terroristes en zone urbaine.

La Rédaction

C'est à pas de charge que le Ministre en charge de la Défense Nationale, à la tête d'une forte délégation composée du Haut Commandement Militaire et des invités de marque, a démarré la journée de ce vendredi 29 juin, date choisie pour l'assaut

final de la manœuvre « Dassa 2018 ». Dans un premier temps, le directeur de l'exercice, le Lieutenant-colonel Edmond DIGNY entouré de son état-major, a exposé à l'assistance les grandes lignes de l'opération au cours d'une séance à huis clos à la caserne des sapeurs-pom-

piers. Bien imprégnés des contours de la manœuvre à la suite des explications du Lieutenant-colonel Edmond DIGNY, la délégation s'est ensuite ébranlée vers Adjidjville, une localité fictive nichée au pied des collines de Dassa. « C'est une ville spécialement conçue dans le



Les éléments de l'armée régulière en pleine opération de libération d'Adjidjaville aux mains des terroristes

cadre de la manœuvre représentant l'ensemble des styles d'habitation du Bénin. On y trouve une mosquée, une église, un hôpital, un marché, une école, une place publique, des maisons, etc. », a précisé le directeur de l'exercice.

Devant un aéropage de personnalités militaires et civiles, les éléments de l'Armée de Terre, entraînés et

préparés, ont bouclé la manœuvre par une époustouflante démonstration en grandeur nature. Tout est parti, selon les explications du directeur de l'exercice, d'un scénario inspiré des attaques terroristes perpétrées ces derniers mois dans certaines villes ouest-africaines. Ici à Adjidjaville, l'armée régulière reçoit l'ordre de neutraliser un groupe armé venu s'emparer de cette localité. Dès lors la traque des terroristes de Katiba, un mouvement insurrectionnel, commence pour libérer la ville de ses envahisseurs.

C'est ainsi que le Groupement Tactique Interarmes(Gtia), faisant office d'Etat-major de l'armée régulière, a reçu la mission de conquérir la localité assaillie. Avec une compagnie d'infanterie, un peloton blindé, une batterie d'artillerie et des sections du génie et de la garde républicaine, les hommes du Lieutenant-colonel Edmond DIGNY engagent les hostilités contre une trentaine de combattants surexcités équipés de pickups lourdement armés. Seulement, ils affrontent l'ennemi dans un type de bataille auquel ils n'étaient pas habitués : le combat en zone urbaine. « Jusqu'ici, les militaires avaient l'habitude des combats en rase campagne et sur les fronts de guerre. Or aujourd'hui, nous constatons la résurgence de nouvelles menaces asymétriques dont les agglomérations sont devenues les principaux champs de bataille », a confié le Colonel Fructueux GBAGUIDI, Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre et principal initiateur de la manœuvre. A en croire ses propos, l'objectif de l'exercice est double. Dans un premier temps, il s'agit d'entraîner et d'aguerrir les personnels de l'Armée de Terre à faire face efficacement aux menaces asymétriques. Et dans un deuxième temps, il faut outiller la troupe à anticiper sur toutes formes de menaces.

La première phase de la manœuvre, qui s'est déroulée 20 au 22 juin à Porto-Novo au cours du Command

Post Exercise(CPX), a permis aux officiers supérieurs de mettre en pratique leur savoir-faire en état-major pour concevoir une opération de combat en agglomération. Quant à l'assaut final, il a consisté à mettre en exécution sur le terrain la stratégie de guerre peaufinée au CPX. Pour les soldats de l'armée régulière, le défi est de réussir à déloger les assaillants d'Adjidjaville sans mettre en danger la vie des civils.

Dans une parfaite coordination d'actions, les hommes du Lieutenant-colonel Edmond DIGNY, à l'issue d'âpres combats, sont parvenus à neutraliser les forces assaillantes tout en préservant la vie des habitants d'Adjidjaville, à la satisfaction générale. Selon le directeur de la manœuvre, « il était question pour nous de contrôler le niveau d'acquisition des savoir-faire en zone urbaine des soldats ». Pour le colonel Fructueux GBAGUIDI, il importe que l'Armée de Terre adapte ses techniques d'entraînement aux enjeux et défis de l'heure. « Parce que les menaces actuelles sont dirigées vers les agglomérations, nous apprêtons nos personnels à combattre en agglomération. Ce faisant, ils peuvent en cas de survenance de crise réagir promptement et efficacement », a-t-il souligné.

Il faut rappeler que l'assaut final de la manœuvre « Dassa 2018 » a mobilisé un parterre d'autorités militaires et civiles au nombre desquelles figurent le ministre en charge de la Défense nationale, Dr Alain Fortunet NOUATIN, le maire de Dassa, Nicaise FAGNON, le Chef d'Etat-Major Général des Forces Armées Béninoises, le Général de Brigade Laurent AMOUSSOU. De même, on notait la présence remarquable de deux délégations étrangères : la première était conduite par le Colonel Sogoyou KPATCHA, Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre du Togo et la deuxième était dirigée par le Lieutenant-colonel Michael STONE, Attaché de défense près l'ambassade des Etats-Unis.

« DASSA 2018 » EN IMAGES





L'Armée de Terre dote des écoles de lave-mains

Le 29 juin dernier, en marge de la manœuvre militaire Dassa 2018, l'Armée de Terre a fait un important don de lave-mains aux écoles primaires publiques de la localité. Cet apport au bien-être des écoliers s'inscrit dans le cadre des actions civilo-militaires, initiées pour consolider les relations entre l'armée et les populations.

La Rédaction



C'est sous une fine pluie que le Ministre en charge de la Défense Nationale, Dr Alain Fortunet NOUATIN, accompagné du Haut Commandement Militaire, fait son entrée à l'école primaire publique de Houéclé, située à quelques encablures du camp militaire abritant le 5^{ème} bataillon interarmes(BIA). En cette fin de matinée du 29 juin, tout visiteur remarque aisément la centaine de lave-mains exposés au milieu de la cour. Constitués d'une bonbonne et d'un seau monté sur un trépied, ces lave-mains ont été entièrement fabriqués dans les ateliers du 1er Bataillon du Matériel (BMAT), une entité de l'Armée de Terre. « Ces lave-mains sont destinés aux écoles primaires publiques de la circonscription scolaire de Dassa. Ils sont gracieusement offerts par l'Armée de Terre pour contribuer à l'éradication des maladies diarrhéiques en milieu scolaire », a expliqué Dr

Alain Fortunet NOUATIN dans son adresse aux bénéficiaires. En bon médecin, il improvise à l'occasion une séance de sensibilisation des populations sur les règles hygiéniques à observer pour éviter l'irruption de certaines épidémies comme le choléra.

Pour s'assurer du bon usage du précieux matériel par les bénéficiaires, le Ministre en charge de la Défense Nationale a montré à l'assistance le fonctionnement et le mode d'emploi du lave-main. « C'est vital d'apprendre aux plus jeunes à adopter les bons comportements qui devraient leur permettre d'avoir une bonne hygiène de vie », a insisté Dr Alain Fortunet NOUATIN. Sous le regard admiratif des membres de la délégation ministérielle, deux écoliers désignés par leurs pairs se sont appliqués à utiliser le lave-main pour signifier à l'autorité que la leçon est bien assimilée. « Nous sommes contents

de ce geste d'amour dont vous venez de faire preuve à notre égard. Nous promettons à toute l'assistance que nous allons en faire un bon usage pour un meilleur rendement », a rassuré la porte-parole des écoliers bénéficiaires.

A en croire les propos de la directrice de l'Ecole primaire publique de Houéclé, ce don de lave-mains est arrivé à point nommé. En effet, créée depuis 2007, elle n'a jamais bénéficié d'une dotation en latrines ou en mobilier. Ce qui, de facto, expose les jeunes apprenants aux maladies diarrhéiques. « Nous vous en sommes reconnaissants et vous promettons avec détermination que nous allons en faire un bon usage pour rehausser le flambeau de l'école béninoise », s'est-elle engagée au nom de l'ensemble du personnel enseignant de la circonscription scolaire de Dassa.

Selon le Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre, le Colonel Fructueux GBAGUIDI, l'objectif de ce don est double. D'abord il s'agit pour les Forces Armées Béninoises d'aller à la rencontre des populations dans le but de consolider le lien Armée-Nation. Ensuite de tradition, l'Armée de Terre initie une action civilo-militaire à chacune de ses manœuvres de grande envergure. C'était déjà le cas à Dan et Baoura len 2017. Il faut signaler la présence à cette cérémonie de remise de dons de plusieurs personnalités civiles et militaires notamment le Général de Brigade Laurent AMOUSSOU entouré du Haut Commandement Militaire et le Maire Nicaise FAGNON.



CONQUÊTE D'ADJIDJAVILLE

Le rôle discret et déterminant des artilleurs

L'assaut final de la manœuvre à Adjidjaville n'aura sans doute été possible sans l'appui de l'artillerie sol-sol. Pourtant, évaluateurs, invités, journalistes n'ont pas vu ceux qui ont pilonné avec précision et avec des obus de mortier de 120mm, une zone vaste de plus de deux hectares, bastion des rebelles.

CEN ASSOUMA A. Raoufou

Egalement appelé « dernier recours du roi » ou « roi de la bataille », l'artillerie a participé activement à la manœuvre du niveau Groupement tactique interarmes (GTIA). Au cours de cette manœuvre, le 1er Bataillon d'Artillerie Mixte (1er BAM), sis à Cana a fourni un peloton de mortiers de 120mm pour appuyer par le feu, les unités de la mêlée ayant l'effort du GTIA dans les missions de reconnaissance offensive. Pour l'assaut final et après le travail technique et tactique du Chef de Pe-

loton, le Lieutenant d'artillerie WORO Imorou, les pièces de mortiers de 120mm ont été mises en batterie à une distance de 11.450 mètres du réceptacle (bastion ennemi). Ces obus tirés depuis cette position de tir si éloignée, ont atteint leurs cibles avec précision, neutralisant les forces adverses qui ont été mises en déroute pour s'emparer du village voisin d'Adjidjaville. S'étant réfugiés dans ledit village avec un potentiel ennemi fortement entamé suite aux tirs d'artillerie qui venait tout juste de pilonner leur

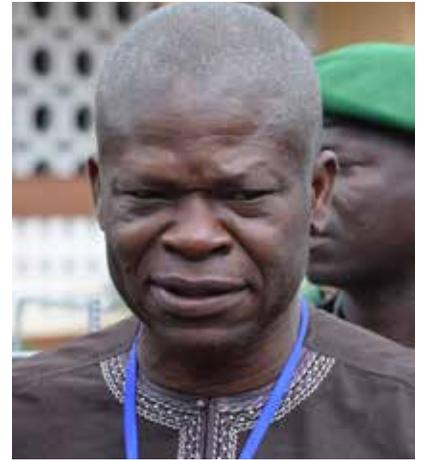
position, la cavalerie et l'infanterie, après l'artillerie vinrent réduire les résistances isolées et conquérir le village d'Adjidjaville où règne après cet assaut final, paix et quiétude. Somme toute, l'artillerie, dans son rôle discret, joue un rôle déterminant dans la conquête de la supériorité des feux et dans la surveillance du champ de bataille. Elle reste et demeure le Roi de la bataille. Sans elle, pas de mouvement et pas d'efficacité dans l'action.

DR ALAIN FORTUNET NOUATIN, MINISTRE EN CHARGE DE LA DÉFENSE NATIONALE

« On doit donc être tout le temps en état de veille »

Je viens de constater que l'Armée de Terre, et certainement le reste des composantes des Forces Armées Béninoises, sont bien entraînées pour nous mettre à l'abri des conséquences d'une attaque terroriste dans les villes. C'est l'objectif de cet exercice. Je voudrais remercier le Chef d'Etat-Major Général, et en particulier le Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre pour la qualité de l'entraînement de ses hommes.

J'ai déjà vu la manœuvre quadripartite entre le Bénin, le Togo et le Burkina Faso. Je voudrais souhaiter que de tels exercices se fassent régulièrement. Car, il n'y aura jamais de guerre entre le Bénin et le Togo, ni entre le Nigéria ou le Niger et le Bénin. Autant mutualiser nos moyens pour faire face à l'intégrisme religieux qui est en train de monter en pic et qui devient de plus en plus menaçant.



GÉNÉRAL DE BRIGADE LAURENT AMOUSSOU, CHEF D'ETAT-MAJOR GÉNÉRAL

« Nous sommes suffisamment aguerris »

Plus de sueur à l'entraînement, c'est moins de sang au combat. C'est la raison pour laquelle, par période régulière, nous entraînons nos hommes à faire face non seulement au combat conventionnel, mais surtout aux nouvelles menaces. Ce qui se passe aujourd'hui dans les pays de la sous-région nous interpelle. C'est vrai que le Bénin n'a pas encore connu d'attaque et nous ne souhaitons pas en connaître. Nous faisons tout pour l'éviter. Mais nous

devons être prêts pour pouvoir assurer la sécurité de nos populations en cas de besoin. C'est pourquoi régulièrement, l'Armée de Terre, les Forces Aériennes et les Forces Navales intensifient les entraînements.

Ce que j'ai vu à Dassa 2018 me rassure. C'est une évidence que nous ne serons jamais totalement prêts, mais nous sommes déjà suffisamment aguerris pour faire face avec efficacité à toute éventualité.



COLONEL SOGOYOU KPATCHE, CHEF D'ETAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE TERRE DU TOGO

« La menace est globale aujourd'hui »

La menace est globale aujourd'hui et nous sommes rassurés de ce que l'armée béninoise soit prête. Notre participation n'a pas été vaine. Elle nous a permis de tirer beaucoup de leçons de cette manœuvre. De retour au pays, nous allons essayer d'appliquer ce que nous avons vu à Dassa 2018. Ce qui permettra

aux deux armées de se porter mutuellement assistance quand le besoin se fera sentir. L'exercice que nous avons vu nous a démontré le professionnalisme de l'armée béninoise.



COLONEL FRUCTUEUX GBAGUIDI, CHEF D'ETAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE TERRE

« Dassa 2018 a été un exercice à dominance zone urbaine »

La mission d'un chef est d'entraîner ses personnels. Au niveau de l'Armée de Terre, nous avons déjà eu à faire plusieurs exercices. Ceux-ci ont eu lieu en rase campagne. Mais la menace aujourd'hui a changé. Elle est dans les agglomérations. Nous avons également en réponse effectué la bascule afin que nos hommes, dans les agglomérations, puissent maîtriser les savoir-faire et être en mesure en cas de surveillance de crise de réagir de manière prompte et efficace. C'est pourquoi « Dassa 2018 » a été un exercice à dominance zone urbaine. La réac-

tion des hommes a été très appréciée. Je trouve que le savoir-faire est bien présent. Cela ne veut pas dire que nous n'avons pas noté d'insuffisances. L'exercice nous a permis également d'éprouver le matériel. Certains n'ont pas répondu comme cela se doit. C'est aussi cela l'entraînement. Nous allons poursuivre la maintenance, intensifier l'entraînement des personnels afin d'être toujours prêts. Nous ne savons pas quand est-ce que nous serons appelés à mettre notre expertise en œuvre.



LIEUTENANT-COLONEL MICHAEL STONE, ATTACHÉ DE DÉFENSE DES ETATS-UNIS PRÈS LE BÉNIN

« Le Bénin se révèle être un partenaire très fiable »

Personnellement je voudrais féliciter nos partenaires béninois. Les Forces Armées Béninoises nous ont toujours réservé un très chaleureux accueil. Et je voudrais les remercier aussi bien pour l'hospitalité que pour l'indulgence vis-à-vis de mon aptitude linguistique (limitée) en français. Revenant à l'exercice auquel nous avons assisté en ce jour, je voudrais souligner que cela renforce la confiance que nous accordons aux Forces Armées Béninoises et facilite notre interaction avec elles. La République du Bénin se

révèle être un partenaire très fiable pour le renforcement de la paix et de la stabilité de la région en particulier dans le cadre des opérations de maintien de paix. L'exercice auquel nous avons eu l'honneur d'assister accroît davantage notre compréhension de l'aptitude des Forces Armées Béninoises à faire face aux défis sécuritaires et opérationnels dans la région. Ce qui cadre parfaitement avec notre ambition de renforcement de la coopération militaire avec le Bénin.



NICAISE FAGNON, MAIRE DE LA COMMUNE DE DASSA-ZOUMÈ

«Ceci participera à rassurer davantage les populations»

La manoeuvre à laquelle nous avons été invité à assister nous permet d'être rassuré sur l'efficacité et la réactivité de nos forces armées. Elle est la preuve de ce que nos autorités militaires privilégie l'anticipation et la prévention face aux nouvelles défis sécuritaires. Pour ma part, je voudrais exhorter le gouvernement et les autorités militaires à maintenir le cap en in-

tensifiant les entraînements des troupes et en multipliant ce genre d'exercice. Ceci participera à rassurer davantage les populations. Je voudrais saisir l'occasion pour remercier le Haut Commandement militaire qui a gracieusement offert aux écoles primaires publiques de Dassa des lave-mains en prolongement de la manoeuvre militaire.





TROIS QUESTIONS AU LCL EDMOND DIGNY, DIRECTEUR DE L'EXERCICE

« Il faut adapter l'entraînement du moment aux menaces du moment »

A la tête de l'Etat-major en charge de l'opérationnalisation de la manœuvre « Dassa 2018 », le Lieutenant-Colonel Edmond DIGNY présente les grandes lignes de l'exercice sans occulter les difficultés rencontrées lors de son exécution.

La Rédaction

En quoi a consisté la manœuvre « Dassa 2018 » ? Cette manœuvre n'est pas venue par hasard. Il était question pour nous de contrôler le niveau d'acquisition des savoir-faire en zone urbaine. Vous le savez sans doute, l'actualité récente a montré que les nouvelles menaces se révèlent dans les agglomérations plutôt qu'en rase campagne. Alors nous nous sommes dit qu'il faut adapter l'entraînement du moment aux menaces du moment.

Après deux jours à Porto-Novo pour la conception en Etat-major et une semaine de mise en œuvre de l'opération, quelles ont été les

difficultés observées ?

En toute activité humaine, il y a des difficultés et des imperfections. De façon globale, les difficultés auxquelles nous avons fait face sont liées au matériel spécifique dont nous avons besoin pour mener un certain nombre d'opérations. En dehors de cela, il y a le niveau d'entraînement qui n'est pas toujours ce que nous voulons. C'est d'ailleurs ce qui motive l'organisation de cet exercice pour contrôler le niveau d'entraînement des hommes et leur en donner le goût.

Au final, quelles sont vos impressions ?

Satisfaction et fierté sont les sen-

timents que nous éprouvons à la fin de cette manœuvre. Nous avons également un sentiment de devoir accompli. Une troupe qui ne s'entraîne pas est une troupe sclérosée. Je suis fier de voir ma troupe démontrer le savoir-faire théorique qu'elle a acquis. Notre présence se justifie surtout par le fait qu'il faut s'entraîner pour faire face aux nouvelles menaces. Lorsque je me rends compte que l'aptitude est là, je ne peux qu'éprouver ces sentiments sachant que nous pouvons répondre à tout moment aux nouvelles menaces qui prévalent. Je peux vous assurer que l'Armée de Terre et les autres armées veillent.



Le Général de Brigade Laurent AMOUSSOU entouré de ses collaborateurs au départ du Cross-country

2^{ÈME} ÉDITION DU CROSS-COUNTRY MILITAIRE DE L'INDÉPENDANCE
L'armée pérennise la cohésion des forces

En prélude aux festivités devant marquer la commémoration de l'accession du Bénin à la souveraineté internationale, l'Etat-Major Général des Forces Armées Béninoises a organisé dans la matinée du 20 juillet 2018 à Cotonou la 2ème édition du Cross-country militaire de l'indépendance.

La Rédaction

Douze vainqueurs primés, c'est la moisson de la compétition pédestre qui annonce les couleurs des festivités prévues dans le cadre de la célébration du 58ème anniversaire de l'indépendance du Bénin. En effet, la 2ème édition du Cross-country militaire de l'indépendance, initiée par l'Etat-Major Général des Forces Armées Béninoises (FAB) a mobilisé une foule massive d'officiers et de soldats provenant de toutes les composantes des forces militaires et paramilitaires.

Partis du portail principal de l'Etat-Major Général, les compétiteurs, répartis en trois catégories, ont parcouru pour certains 3 Km et pour d'autres 5 ou 8 Km, avant de terminer leur course sur les installations du terrain de sport camp Guézo. Visiblement satisfait de la

bonne organisation de la compétition, le Général de Brigade Laurent AMOUSSOU, Chef d'Etat-Major Général des FAB, a mis en exergue le caractère fédérateur du Cross-country militaire de l'indépendance. « Cette compétition est organisée dix jours avant la fête du 1er août. Elle vise essentiellement à affirmer la cohésion au sein des forces de défense et de sécurité pendant le défilé militaire », a-t-il précisé.

Quant au Chef de Bataillon Yérima DAFIA YAROU, président du comité d'organisation, il a exprimé toute sa gratitude non seulement au Haut Commandement Militaire mais aussi à tous les participants. En signe de reconnaissance pour le mérite et l'effort, les gagnants de chaque catégorie ont été gratifiés d'un trophée. Parmi les meilleurs athlètes figurent le Comman-

dant des Eaux et Forêts Laetitia HOUNDELO, l'Adjudant Prudence ADELAWA en service à la Garde Républicaine, le Soldat Nina AHAMIDE des Forces Navales, et le Caporal Daouda KORONGO. C'est le Capitaine de vaisseau Albert Ezin BADOU, Chef d'Etat-Major des Forces Navales, qui est reparti avec le prix spécial fair-play en sa qualité de doyen des compétiteurs.

Avant de clore la cérémonie de remise des prix, le Général de Brigade Laurent AMOUSSOU, a réitéré sa détermination à pérenniser le Cross-country militaire de l'indépendance qui demeure un creuset de convivialité entre militaires et paramilitaires. Par ailleurs, a-t-il ajouté, la compétition n'exclut pas les civils. Rendez-vous est pris pour 2019.



Une patrouille des fusiliers commando de l'air sur une des plages de Cotonou

FUSILIERS COMMANDOS DE L'AIR

Les sentinelles des plages

Depuis quelques années déjà, l'on note un profond changement du climat sécuritaire au sud du Sahara et une recrudescence des actes à caractère terroriste dans la sous-région ouest-africaine.

CNE Youri ALLADAYE

Les récentes attaques ayant frappé les villes de Bamako et Ouagadougou sont autant d'éléments révélateurs des menaces qui pèsent sur nos paisibles populations et auxquelles les Forces Aériennes, à l'instar des autres composantes des Forces de Défense et de Sécurité Béninoises, ont résolument décidé de faire face.

Il vous est certainement déjà arrivé de rencontrer sur les plages de Fidjrossè et de Togbin, ou le long de la route des pêches, de curieux personnages en tenue de camouflage militaire et armés. Rassurez-vous, il s'agit de vos anges gardiens, les Fusiliers Commandos de l'Air (FusCoA) des Forces Aériennes.

Engagés depuis 2016 au sein d'un dispositif sécuritaire mis sur pied par le Chef d'Etat-Major Général et impliquant aussi bien les Forces de Défense que les Forces de Sécurité Publique et assimilées, ces hommes et femmes des Forces Aériennes ont pour mission d'assurer la sécurité de nos paisibles citoyens sur les plages de Fidjrossè et de Togbin.

En effet, aux lendemains de l'at-

taque terroriste perpétrée dans la cité balnéaire de Grand Bassam en mars 2016, des dispositions ont été prises en vue du renforcement de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national. Un quadrillage minutieux a été élaboré avec une attention particulière sur les zones à grande concentration de populations et des zones de responsabilité ont été attribuées à chaque entité. C'est ainsi que la protection des plages "ouest" de Cotonou a été assignée aux Forces Aériennes. Déployées à partir de la Base Aérienne de Cotonou, les équipes de Fusiliers Commandos de l'Air effectuent, de jour comme de nuit, des patrouilles préventives et dissuasives le long de ces plages, depuis la zone aéroportuaire jusqu'aux limites ouest de la ville de Cotonou. Ces patrouilles, pédestres comme motorisées, visent à prévenir les actes à caractère terroriste ou toute action malveillante d'ampleur qui pourraient porter atteinte à l'intégrité des personnes et des biens et à réagir promptement en cas de nécessité. Ces personnels, entraînés et aguerris, sont préparés à faire face et

anéantir les menaces ou les contenir jusqu'à l'arrivée des unités d'élites.

Au-delà de cet objectif premier, l'opération vient en renfort aux patrouilles que menaient déjà les aviateurs en vue de sécuriser la façade Sud (l'une des plus sensibles) de l'aéroport international Cardinal Bernardin GANTIN ainsi que la trouée d'envol des avions opérant sur la plateforme aéroportuaire de Cotonou. Les aéronefs, encore à très basse altitude dans cette zone, en effet, sont encore très vulnérables car à la portée de tirs d'armes lourdes et de roquettes. Il en est de même des appareils au sol et des installations sensibles de l'aéroport, d'où l'importance de cette présence vigilante.

Par ailleurs, il est à remarquer que les patrouilles des personnels des Forces Aériennes sont très appréciées des riverains et usagers de la plage. Ces citoyens saluent le fait que, de par leur caractère dissuasif, elles aient contribué à décourager et réduire de façon significative les cas de larcins, de racket et d'agressions de tous types qui avaient droit de cité en ces lieux.

EXPRESSION D'ORIGINE MILITAIRE

Par Colonel Fructueux GBAGUIDI



« Donner carte blanche » : Laisser libre initiative



L'expression date du 15^{ème} Siècle. Vaincu, le militaire déclarait carte blanche. L'ennemi avait donc les pleins pouvoirs. L'expression donner carte blanche signifie laisser la libre initiative

à quelqu'un. Le blanc est parfois symbole de pureté, mais est aussi souvent symbole de vide, de nullité, de la chose sans aucune valeur. On peut donc faire ce qu'on veut d'une armée

en reddition, utiliser tous les moyens, y compris, si le contexte et l'humeur s'y prêtent, les plus cruels, retors ou illégaux. Mais dans un contexte de guerre, cette carte blanche a eu des significations un peu différentes : "mander la carte blanche", c'était "se mettre à la merci du vainqueur, se rendre sans conditions", alors que "donner la carte blanche à quelqu'un" (XVII^{ème} siècle), c'est "le laisser dicter ses conditions", lui laisser la liberté d'action, ... Aujourd'hui, l'expression signifie qu'on laisse une personne prendre toutes les initiatives qu'elle souhaite.

Origine de la sonnerie aux morts

L'histoire commence en 1862 lors de la guerre de Sécession. Alors que l'Armée de l'Union du capitaine Robert ELLICOMBE se trouvait près de HARRISON'S LANDING en Virginie, se tenait de l'autre côté de cette étroite bordure de terre l'Armée de la Confédération (Commandée par le Général LEE que je n'aime pas beaucoup).

Durant la nuit, le Capitaine ELLICOMBE entendit les gémissements d'un soldat grièvement blessé. Ne sachant pas si c'était un soldat de l'Union ou de la Confédération, le capitaine décida, au risque de sa vie, d'aller chercher le blessé afin qu'on lui procure des soins médicaux.

Sous les feux incessants de la bataille il rampât jusqu'au soldat blessé pour le ramener au camp de l'Armée de l'Union. Quand finalement il atteignit son camp, il découvrit que c'était un soldat ennemi...Le soldat était décédé. Le Capitaine alluma une lanterne et dans la pénombre, il découvrit le visage du soldat. C'était son propre fils. Le garçon étudiait la musique dans le Sud lorsque la guerre éclata. Sans le dire à son père, le garçon s'était enrôlé



dans l'Armée de la Confédération (l'indiscipline des enfants ne date pas d'aujourd'hui).

Le lendemain matin, le cœur brisé, le Capitaine malgré le statut d'ennemi de son fils demanda la permission à ses supérieurs de lui faire des funérailles militaires. Sa demande lui fut accordée mais en partie seulement. Le Capitaine avait aussi demandé que la fanfare de l'armée puisse jouer aux funérailles de son fils. Sa demande lui fut refusée parce que son fils était un soldat enne-

mi. Mais par respect pour le père, on décida tout de même de lui allouer un seul musicien. Le Capitaine choisit un joueur de clairon.

Il demanda au musicien de jouer une suite de notes musicales qu'il avait trouvées sur un morceau de papier dans la poche de l'uniforme du jeune militaire.

C'est ainsi que naquit l'émouvante mélodie de l'appel aux morts, maintenant jouée aux funérailles militaires



EN FIN DE FORMATION INITIALE

Les élèves officiers en visite au Togo

Du 18 au 23 juin 2018, les élèves officiers de la promotion « Général Félicien DOS SANTOS » se sont rendus au Togo dans le cadre d'un voyage d'études marquant la fin de leur formation initiale d'officier.

SLT HOUNKPE Janvier, SLT SELLO Bertrand

En fin de formation initiale d'officier, il est généralement prévu dans le programme d'activités des élèves, un voyage d'études hors du territoire national. C'est ainsi que courant mi-juin, les élèves officiers de la promotion « Général Félicien DOS SANTOS » ont visité le Togo, le voisin de l'ouest. Et ce pour la deuxième fois dans l'histoire de l'Ecole Nationale des Officiers(ENO). Selon les autorités de la prestigieuse école, cette sortie à l'étranger a été effective grâce à la détermination et à la volonté du Haut Commandement Militaire.

Ce voyage en terre togolaise, précise-t-on à l'ENO, a pour objectif de faire découvrir aux bénéficiaires un pays ami. Ce faisant, ces derniers pourront élargir leur niveau de culture générale mais aussi et surtout créer et renforcer les relations avec leurs semblables d'un autre pays. Ainsi durant cinq jours, ils ont

visité des sites touristiques et des installations militaires à travers le pays hôte.

Après s'être rendus à Lomé le 18 juin, les élèves officiers du 13ème Cours de Formation Initiale d'Officier (CFIO13), accompagnés des encadreurs et du Chef de Bataillon GAMAVO Malthus, représentant le Chef d'Etat-Major Général, ont démarré leur séjour par la visite de l'Etat-Major Général des FAT (Forces Armées Togolaises).

Dans la même ville, ils sont allés à la découverte du Centre d'Entraînement des Troupes Aéroportées (CETAP). Plus à l'ouest de la capitale togolaise, ils ont visité le château présidentiel de Kouma-Konda dans la préfecture de Koloto avant de se rendre au centre artisanal de Kpalimé.

La délégation béninoise, guidée et escortée par leurs frères d'armes du Togo, s'est ensuite ébranlée vers la partie septentrionale du pays. A

pas de charge, les visiteurs ont sillonné les sites de l'Ecole de Formation d'Officiers des Forces Armées Togolaises (EFOFAT), du musée GNASSINGBE Eyadéma, du mausolée Sarakawa et du Centre National d'Entraînement Commando (CNEC) logé à Kpéwa.

De retour à Lomé, les élèves officiers ont parachevé leur découverte par la visite de l'Aéroport International GNASSINGBE Eyadéma avant de mettre le cap sur le Bénin. « Ce voyage d'études très enrichissant a permis de renforcer les liens d'amitié non seulement entre le Bénin et le Togo mais aussi et surtout entre les deux écoles sœurs de formation d'officiers. Il a été pour les élèves officiers, l'occasion de vivre d'autres réalités et d'élargir dans maints domaines importants leur champ de vision », a conclu un des bénéficiaires.



PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

Les Forces Aériennes appuient l'aviation civile

Le secteur du transport aérien, véritable levier de développement économique et touristique, reste malheureusement très embryonnaire encore au Bénin. Malgré les nombreuses tentatives faites par le passé pour le réveiller, le constat aujourd'hui n'est pas très reluisant. Mais grâce à la vision du Chef de l'Etat qui a fait du développement de l'aéronautique un pilier de son programme d'action et grâce à la détermination des Forces Aériennes qui en ont, de tout temps, fait leur cheval de bataille, l'espoir est encore permis.

CNE Youri ALLADAYE

Le transport aérien béninois a connu, depuis l'indépendance, un développement en dents de scie. Plusieurs compagnies aériennes locales ont en effet, avec des succès mitigés, fait leurs expériences dans le domaine. C'est le cas de la prestigieuse compagnie aérienne nationale Air Benin qui a, jadis, fait la fierté de tout le pays.

En guise d'historique, la compagnie Air Benin, créée à la fin des années soixante-dix, a connu des difficultés et l'Escadrille Nationale (aujourd'hui Forces Aériennes) a été sollicitée pour lui apporter son expertise et son expérience. Les deux structures fusionneront en 1982 et prendront la dénomination de Transports Aériens du Bénin (TAB). Ce parcours commun durera jusqu'en 1987, année où Air Bénin sera liquidée par mesure de

restructuration et où, redevenue autonome, l'Escadrille Nationale sera rebaptisée Forces Aériennes du Bénin.

Les Forces Aériennes, malgré leurs maigres moyens, auront su traverser le temps et les péripéties en œuvrant, seules ou en appui à d'autres structures publiques ou privées, pour le développement du transport aérien au Bénin. Elles ont également capitalisé une expérience considérable dans le domaine.

C'est pour cette raison que la jeune compagnie aérienne Air Taxi Bénin (ATB), qui a courageusement fait le pari de relever le défi, a sollicité le concours des Forces Aériennes. Un contrat de partenariat public-privé, conforme à la vision du Président de la République, a été ainsi signé dans ce cadre entre les deux entités. Ce contrat prévoit,

entre autres, la mise à disposition de pilotes avions des Forces Aériennes pour appuyer cette compagnie naissante.

De manière pratique, les pilotes ont dû se conformer aux standards internationaux en termes de qualifications. Une prise en main de ces pilotes sur les différents appareils d'Air Taxi Bénin s'est faite par des instructeurs et examinateurs agréés et les résultats se sont révélés très concluants.

La compagnie Air Taxi Bénin, qui dessert les lignes intérieures et quelques pays de la sous-région, prendra désormais son envol avec des pilotes des Forces Aériennes, avec la bénédiction de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANAC), pour que fleurisse l'aéronautique au Bénin.

Un efficient programme linguistique au profit des personnels des Forces Armées Béninoises

Le programme de Renforcement des Capacités Linguistiques en Anglais (RCL-A) est un ingénieux fruit de la coopération militaire entre les Etats-Unis d'Amérique et la République du Bénin. Il s'agit d'un stage de type qualifiant, placé sous la responsabilité du Directeur des Ecoles et des Sports assisté d'un Superviseur délégué, au profit du personnel des Forces Armées Béninoises. L'instruction linguistique de type intensif consiste en 150 heures de cours en salle répartis sur six semaines, à raison de 5 heures de cours par jour ouvrable, associées à 60 heures d'exercices de maison. Conformément à leur niveau, les stagiaires sont répartis en 5 groupes d'instruction : I-Initiation, I-Débutant, II-Intermédiaire, III-Avancé et IV-Expert. Les frais de participation s'élèvent à 25 000 FCFA dont 10.000 FCFA pour l'inscription et 15.000 FCFA pour les supports didactiques.

La Rédaction



L'acte 1 de la mise en place de ce programme est l'installation de laboratoires de langue modernes à la Base Aérienne de Cotonou (BACO) et à l'Ecole Nationale Supérieure des Armées (ENSA) courant 2017. Il s'agit de laboratoires de langue, de dernière génération, de trente places assises, dotés d'un ordinateur-serveur de contrôle de pupitres-élèves, de casques d'écoute, d'écrans de té-

lévision et de matériels didactiques de type *American Language Course*. L'acte 2 de la mise en œuvre aura été la signature, par le Général de Brigade Laurent AMOUSSOU, Chef d'Etat-Major Général des FAB, de l'instruction N° 17-878/ EMG/DES/DE/BFM/SEM/CS du 21 septembre 2017 portant Organisation et conduite de la formation linguistique en anglais au sein des Forces Armées Béninoises. Conformément

à ce document de référence, les objectifs du RCL-A se résument à :

- Développer l'aptitude linguistique globale des militaires en vue de mieux les préparer aux exigences de leurs examens professionnels ;
- Accroître la capacité d'écoute et le volume d'expression du personnel, afin de leur permettre d'interagir efficacement en environnement international, notamment à l'occasion des réunions, séminaires, stages et

surtout lors des déploiements dans le cadre des opérations de soutien à la paix sous l'égide des Nations Unies ou de toute autre activité similaire ;

- Accroître la capacité de rédaction du personnel et lui enseigner des stratégies efficaces de lecture.

L'acte 3 du lancement du RCL-A a consisté en la conduite des tests de détection de niveau à la Base Aérienne de Cotonou et dans le septentrion sous la conduite éclairée du Directeur des Ecoles et des Sports, LCL Raoul Claude DJEHOUNGO et du Superviseur Délégué du RCL-A, LCL Nathaniels SOSSOUKPE (Chef Cabinet-CEMG, Instructeur AELIC-2006). Tout est donc fin prêt pour le lancement du tout premier module du stage tant attendu et qui a commencé par nourrir une extraordinaire effervescence au sein des personnels des FAB. Cet engouement a été perceptible aussi bien à Cotonou, Bembèrèkè, Parakou, Djougou qu'à Natitingou lors des tests de détection de niveau de Décembre 2017. C'est en janvier 2018 que le tout premier module du stage RCL-A a été lancé au profit des candidats de niveau 1 et 2 avec une quarantaine de participants. Ce stage prit fin en février 2018 avec l'attribution de 32 certificats aux stagiaires ayant rigoureusement suivi les cinq heures de cours par jour, effectué leurs devoirs de maison et enfin validé chacun et tous les 6 livres correspondant à leur niveau.

Après cette prometteuse entrée en matière, une série de stages du même type ont été conduits avec succès. C'est ainsi que le deuxième module a été réservé aux candidats du niveau 1 et 3 et s'est déroulé de mars à avril 2018 à la Base Aérienne de Cotonou comme le précédent. Ensuite, dans le souci de permettre aux militaires servant dans le septentrion de bénéficier de ce formidable outil de développement linguistique, une touche particulière a été apportée lors de la programmation du troisième module. Ce module a été simultanément délivré aux candidats du niveau 2 dans la zone méridionale et aux candidats de niveau 1 servant dans le septentrion. Ces derniers ont d'ailleurs eu l'occasion de profiter du

laboratoire du Centre de Formation Militaire de Bembèrèkè (CFMB), un des deux premiers laboratoires de type moderne installé au Bénin depuis 2007. Le module de Bembèrèkè, tout particulier dans sa forme comme dans son déroulement, s'est tenu de mai à juin 2018 avec des résultats probants à mettre à l'actif de l'isolement du cadre d'instruction et de la grande motivation des stagiaires. Poursuivant l'inlassable travail d'enseignement de la langue anglaise, les instructeurs du RCL-A ont lancé, dans la foulée, un quatrième module destiné aux candidats des niveaux I-Initiation et I-Débutant à la Base Aérienne de Cotonou de juin à août 2018. Il sera suivi courant août d'un cinquième module pour les niveaux II-Intermédiaire et III-Avancé à Cotonou.

Les avis recueillis des participants aux différents stages sont aussi encourageants que motivateurs et relatent la bonne ambiance et la convivialité qui règnent dans les laboratoires de langue. Quelques déclarations de candidats anonymes méritent d'être relayées ici : « En tant que militaire du rang, je n'avais jamais imaginé pouvoir m'asseoir aux côtés d'un officier supérieur pour suivre des cours dans les mêmes conditions, c'était très impressionnant et j'ai beaucoup appris de ce module de langue, je souhaiterais que le niveau supérieur s'organise très bientôt » ; « Depuis plus de 20 ans que je suis dans les FAB, c'est mon meilleur stage au Bénin, merci au Général pour cette décision » ; « Je ne pensais jamais pouvoir faire de telles prouesses en anglais en restant au pays, j'ai été impressionné par mon propre travail ».

En termes de statistiques, à la mi-juillet 2018, le nombre de personnels des FAB, y compris les personnels de l'ex-Gendarmerie Nationale, ayant subi les tests de niveau dans l'optique d'adhérer au programme s'élève à plus de 450. Au terme des trois premiers modules, 90 certificats ont été délivrés à des candidats de toutes les catégories (officiers, sous-officiers et hommes de rang de toutes les composantes des FAB). Le taux de réussite s'élève à 75% et

les stagiaires ont la possibilité de reprendre un module non-validé pour raison d'insuffisance de travail ou de défaut d'assiduité. En moyenne les stagiaires progressent de 15 à 20% au test *English Comprehension Level* (ECL) avec un pic de 39% enregistré pour un stagiaire au terme du module de Bembèrèkè.

Il importe de souligner que, sous la conduite du superviseur délégué du RCL-A, LCL Nathaniels SOSSOUKPE, les modules pré-listés ont été animés par le quintet d'instructeurs de langue qualifiés suivant :

- CBA HESSOU Mathieu: Commandant Adjoint ENO - Instructeur BALIC 2011 ;
- CNE ALI OROU S. Abdel-Aziz: Aide de Camp du CEMG - Instructeur BALIC 2013 ;
- CNE CHABI Ibrahim: Chef Bureau DES Instructeur BALIC 2017 ;
- EV1 DACOSSY Jeanine: Membre d'encadrement à l'ENO, Instructeur BALIC 2017 ;
- LTN ABOUDOU Adam: Ingénieur de Conception au 1er BG, Instructeur LTTC 2017.

En vue d'assurer un emploi optimal des laboratoires de langue et bonifier les rapports de bonne coopération entre les Forces de Défense et celles de Sécurité, il est déjà envisagé l'ouverture du programme au personnel des Forces de Sécurité (Police Républicaine, Eaux, Forêts et Chasse et Douanes). Il est aussi prévu un renforcement du vivier d'instructeurs de langue qualifiés en vue de mettre en place des centres permanents d'enseignement de la langue anglaise.

Le RCL-A se veut donc être un programme d'instruction moderne, riche et enrichissant qui ambitionne de sortir les stagiaires de l'ornière où la relative inaptitude linguistique - anglaise - les a placés. Les suggestions, commentaires, contributions, et toute autre forme de soutien sont les bienvenus pour mettre avec plus d'efficacité cet innovant programme au profit de tous les militaires sans distinction de grade, de fonction et de lieu de service. Le test initial d'admission a lieu tous les vendredis à 08 heures à la Base Aérienne de Cotonou (BACO).

